

le monde libertaire



**Violences
conjugales**

inégalités

machisme

viols

Ça suffit !

M 02137 - 1468 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Pouvons-nous penser que le poison inhérent à la politique sera diminué, si les femmes entrent dans l'arène? Les plus ardentes suffragistes soutiendraient difficilement telle folie. »

Emma Goldman

hebdo n° 1468

du 8 au 14 mars 2007



La 9^e, dernière, par Laura, page 4

Rajsfus dame le pion à... par M. Rajsfus, page 5

L'autruche vigilante, par F. Ladrissé, page 5

Brèves de combat, page 6

Les Fronts... toujours hauts, par H. Lenoir, page 7

Les élections... par Libertad, page 8

Les Déboulonneurs, par le groupe Gard-Vaucluse, page 9

OGM et alors ? par P. Pasek, page 10

Retraites, vaste promenade, par J. Langlois, page 11

Chômage, etc., par P. Schindler, page 15

Église américaine en Afrique, par D. Brubonde, page 16

Dommages collatéraux, par G. Molinier, page 18

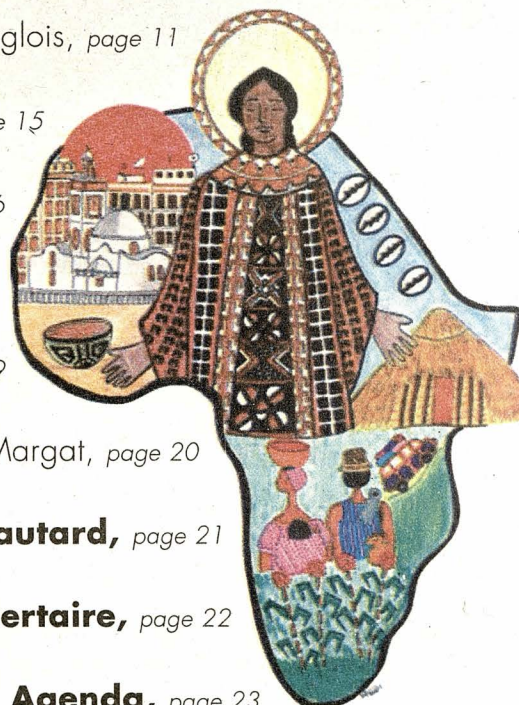
Catastrophe et profits, par C. Granier, page 19

Psychédélisme, USA-Europe, par C. Margat, page 20

Le Liseur, la Décroissance et J. Pautard, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Ce 8 mars est la journée internationale de lutte des femmes pour leurs droits. Ce jeudi, pour une fois dans l'année, l'attention des populations se focalise un peu plus sur les luttes que la moitié de l'humanité doit mener pour tenter de conquérir les mêmes droits que l'autre moitié. Bien sûr, tout de suite vient à l'esprit la situation des femmes vivant dans les pays où l'obscurantisme a force de loi, où règnent les patriarches, sévissent les codes de la famille et où les femmes sont opprimées par la loi et la religion; mais la situation des femmes, dans nos pays démocratiques, où la loi est censée garantir l'égalité en droit entre toutes et tous, n'est toujours pas équitable par rapport à celle des hommes. Comme quoi les lois ne sont pas la panacée pour résoudre les inégalités, tout au plus peuvent-elles les atténuer. Aujourd'hui encore, dans nos pays dit évolués, le nombre de femmes victimes de violences conjugales, de viols ou autres atrocités qui sont le fruit de l'image que les hommes se font des femmes, est à vomir. Les discriminations de toutes sortes dont les femmes font les frais, aussi bien dans le domaine privé que dans celui public, sont inacceptables. C'est une véritable révolution des mentalités qui est indispensable pour libérer l'humanité de la pollution des esprits engendrée par des milliers d'années d'ordre patriarcal. Il faudra bien plus d'une journée pour cela. En revanche, il n'a fallu que quelques jours aux responsables d'Airbus et à nos politicards pour répartir, entre les différents pays où cette multinationale exploite sa main d'œuvre, les licenciements qui redonneront aux actionnaires la confiance que leur avait fait perdre la gabegie des dirigeants de ce fleuron de l'industrie européenne. Peu importe d'ailleurs cette répartition, c'est tous ensemble, solidaires, qu'il faut lutter contre cette engeance qui nous traite comme des têtes de bétail qu'on envoie à l'abattoir pour renflouer les caisses. Diviser pour mieux régner, voilà leur domaine d'excellence, opposer le travailleur du privé au fonctionnaire, l'immigrant au résident, l'homme à la femme, le manuel à l'intellectuel, les jeunes aux vieux, telles sont les méthodes qu'ils utilisent pour masquer les seules oppositions qui réellement nous divisent: dirigeants et dirigés, exploiters et exploités, riches et pauvres... Tant que le peuple, conscient de sa force collective, ne se lèvera pas pour combattre l'oppression, les mauvais jours ne sont pas près de finir. Nous ne sommes ni de droite ni de gauche, pas plus du centre que d'en haut ou d'en bas, nous luttons pour l'abolition de toutes les oppressions.

« Femmes libres »

20 ans de luttes sur Radio libertaire

Traduction de l'affiche:

« Une vie est née pour nous qui rendra possible un travail digne et une existence humaine. »

« Information: 14, rue Pig y Margall »

Yolaine G.

C'EST EN MAI 1986 que Nelly Trumel présentait pour la 1^{re} fois sur Radio libertaire son émission Femmes Libres ainsi nommée en hommage à l'organisation « Mujeres Libres » créée en avril 1936 par les femmes anarchistes espagnoles pour lutter contre le triple esclavage dont elles étaient victimes: esclaves de leur ignorance, esclaves de leurs maternités subies et non choisies, esclaves au public et au privé, à la maison et au travail.

Nous sommes en mars 2007: une femme d'origine turque se présente au Centre médico-psychologique où je travaille. Elle a 45 ans mais en paraît 10 de plus. Nous la recevons en entretien, ma collègue et moi. Elle porte sur la tête un splendide foulard jaune d'or avec des liserés noirs. Elle baisse les yeux, n'ose pas nous regarder. Il y a plein de silence et nous sentons que ce silence est incontournable, qu'il faut lui laisser de la place. Il faut plusieurs minutes avant qu'elle ne commence à répondre à nos questions. Puis, d'une voix très basse, elle se met à raconter: née en Turquie, ses parents, pauvres, la confient à l'âge de 14 ans à un oncle qui l'amène en France en promettant de lui payer des études. En fait, il la met tout de suite au travail dans un atelier de confection clandestin. Enfermée jour et nuit, pas de salaire; pas d'horaires; juste de quoi manger et dormir sur place. Cela se passe dans les années 1970 à Paris.

Affiche pour une campagne contre la prostitution, Anonyme (1936)



Un jour, elle parvient à s'enfuir et retourne en Turquie, chez ses parents. (Entre temps, elle n'a pas appris un seul mot de français et, aujourd'hui encore, elle a du mal à s'exprimer dans cette langue).

En Turquie, elle rencontre son mari actuel: mariage consenti de part et d'autre. Ils décident de revenir en France ensemble: intégration partielle: lui, trouve du travail, elle, fait deux enfants; ils obtiennent des papiers. Tout le monde vivote tant bien que mal jusqu'à l'arrivée de son frère à elle: elle l'héberge et le nourrit pendant des années avant qu'il se marie. Un jour, elle a une altercation avec la femme de son frère. Alors ce dernier se met à la battre, elle, la sœur, à coups de poing et à coups de pied. Il lui casse l'épaule. Le mari est intervenu entre temps, en vain. Ils sont obligés de déménager pour échapper à la violence du frère. Cela s'est passé en France en 2006.

1936. 1986. 2006. La même oppression demeure. L'histoire de cette femme turque, c'est une histoire singulière et multiple: d'autres femmes sont violées, brûlées, lapidées, tuées, jeunes ou vieilles, riches ou pauvres, à Clichy-sous-Bois, à Toronto, à Téhéran, à Kaboul, à Harlem, à Bali, à New Delhi, Melbourne, Berlin, Washington etc. La violence machiste est universelle, inter-classes et inter-races. Quelques chiffres pour rappel.

En France, une femme meurt tous les trois jours des suites de violences conjugales



et cela représente 13 % de toutes les morts violentes recensées dans ce pays. En 2004, toujours en France, 162 femmes ont été tuées au sein de leur couple et, en 2000, 1,5 millions de femmes ont été victimes de violences conjugales. Une enquête nationale menée en 1999 a indiqué qu'au moins 48 000 femmes sont violées chaque année au pays des droits de l'homme (justement!), en sachant que seulement 1 viol sur 11 est suivi d'une plainte et que ce nombre est en constante augmentation.

Enfin, une étude de l'OMS basée sur des interviews de 24 000 personnes dans dix pays différents montre une prévalence de la violence conjugale variant suivant le site entre 15 et 70 % des femmes interrogées.

Pour une très grande majorité de femmes, l'indépendance financière fut un acquis essentiel à leur émancipation. C'est pourquoi le nombre de femmes accédant à un travail salarié n'a cessé d'augmenter depuis la Seconde Guerre mondiale. Il n'empêche que les discriminations visant les femmes au travail perdurent : en 1997, le chômage féminin atteint 14 % en France, celui des hommes 10 %. Les femmes occupent 25 % des bas salaires contre 7 % des hommes.

Pour un même poste à responsabilités dans le secteur privé, le salaire d'une femme sera inférieur de 23 % à celui d'un homme.

Dans les années 2000, 63 % des jeunes filles ont recours à des aides à l'emploi contre 51 % des garçons, ce qui signifie que les discriminations sexistes à l'embauche touchent les jeunes femmes dès leur entrée dans la vie active. De même, le temps partiel concernait 33 % des femmes en Europe en 2002 contre 5 % des hommes.

Alors, nous, anarcha-féministes, nous continuons et nous continuerons notre lutte.

Depuis vingt et un ans, l'émission Femmes libres, enrichie maintenant par la participation de la commission Femmes de la Fédération anarchiste et des Furieuses Fallopes, constitue l'un des rares espaces de parole féministe des ondes radiophoniques, et c'est le seul qui ait perduré régulièrement depuis si longtemps. Femmes libres est l'une des émissions qui font l'identité spécifique de Radio libertaire.

Il ne s'agit pas seulement d'y dénoncer inlassablement l'oppression sexiste subie par les femmes, il s'agit aussi de s'y révolter et d'y montrer notre colère autant que notre détermination lucide et

réfléchie. Les Femmes libres de Radio libertaire, qu'elles soient invitées ou animatrices, sont des femmes qui se tiennent DEBOUT et qui luttent : celle, qui, par exemple, bien que sans papiers, ose descendre dans la rue pour exiger ses droits ; cette autre, chercheuse, qui découvre l'histoire enfouie des femmes pour que toutes, enfin, se dévoilent ; ces créatrices, peintres, sculptrices, poétesses ou musiciennes qui se battent pour sortir de l'ombre ; celle-là qui, violée et meurtrie, affronte le commissaire et le juge sous les menaces de son ex, ou cette autre encore qui risquera sa peau pour échapper à son souteneur. Leur histoire est notre histoire.

Alors, tant que perdureront patriarcat et capitalisme, les deux armes complémentaires visant notre aliénation, nous parlerons, nous écrirons et nous chanterons. Nous nous relèverons, et nous nous soulèverons malgré les coups, malgré les viols et le voile, malgré la croix et la kipa.

Et puisqu'il « faut que ça germe », nous ferons aussi la fête le 24 mars prochain à l'espace Louise-Michel. On vous y attend ! Bon anniversaire à toutes !

Y.G.

Minimum syndical

Les sans-papiers sont à la Bourse du travail

LES SANS-PAPIERS sont à la Bourse du travail (l'historique, rue du Château d'Eau), nous informe un communiqué du 9^e collectif. Une action qui rappelle de fait que la situation des sans-papiers est directement liée à un système de surexploitation sécuritaire, que le gouvernement actuel, avec les rafles et les centres de rétention, les expulsions, le dispositif de surveillance aux frontières, verrouille : une machine à produire un marché (du travail) basé sur les pires inégalités et exclusions, une machine à détruire. Les conditions de travail de l'autre côté de ces frontières sont avantageuses pour les grands groupes qui les instaurent.

En juin 2006, l'accident de travail d'Habichi sur un chantier Bouygues du 93, est significatif : on s'aperçoit que le chantier n'est pas aux normes, on apprend que Bouygues, bien connu pour avoir accepté le marché des centres de rétention, et la société de sous-traitance présente sur le chantier se renvoient la balle en cas de problème tout en dépêchant des agents chargés de veiller à l'image du groupe. Quelques mois auparavant, Magas-souba, lui, est carrément arrêté sur le chantier de Choisy-le-Roi où il travaille et se retrouve le jour même en centre de rétention.

Depuis, les rassemblements contre les rafles contribuent à lutter contre le sentiment d'isolement qu'inspire l'arrivée d'un premier puis deuxième, troisième camion de police qui se garent à Belleville, à République, à gare de l'Est, Oberkampf. Le Conseil d'État a rejeté un recours en appel contre la circulaire du 21 février 2006, mais bonne nouvelle, on ne peut plus arrêter un sans-papier qui a reçu un Arrêté préfectoral de reconduite à la frontière (APRF) à l'occasion d'une convocation à la préfecture. En principe, puisque des arrestations ont eu lieu le 2 mars à la préfecture de Paris. Idem, on devrait se voir notifier un Obligation de quitter le territoire français plutôt qu'un APRF, si on n'en a pas déjà un à la date du 29 décembre dernier, ce qui permet d'éviter le centre de rétention, pour ce qui concerne les heures qui suivent immédiatement une arrestation... en principe.

On parle de situations qui, sans la mobilisation de réseaux de solidarité, et une solide action syndicale et de soutien juridique, iront s'ajouter à celles qu'on ne connaîtra que par la liste des noms affichés sur la porte du 35 bis du TGI ou dans le hall du tribunal administratif.

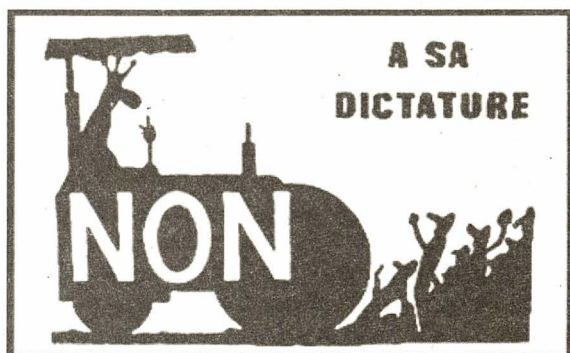


Refuser le morcelllement créé par les catégories d'application du droit et du soutien social qui s'ensuit, refuser le cas par cas qui permet de maintenir et mettre en concurrence un bac de sous-salariés sans droits et des CME, des CI, etc., c'est un minimum syndical.

Les sans-papiers sont à la Bourse du travail depuis le 10 février et proposent de créer des réseaux de solidarité, organisent des rassemblements et des manifestations et revendiquent la régularisation de tous, l'arrêt immédiat des rafles et la fermeture des centres de rétention, l'arrêt de la politique de Sarkozy. Le 22 février, la conférence de presse contre les rafles n'a pas été suivie par les médias, bien trop occupés à suivre en cette période électorale les oscillations en temps réel des sondages et autres indicateurs d'opinion et réciproquement, comme dans une nouvelle mystique. Chacun chez soi dans une belle internationale de la passivité peut ainsi s'identifier à l'effet de mouvement produit. C'est sans doute vaguement agréable et narcissique de rejoindre un peu les autres sur le plan du pourcent, mais ça ne va pas suffire.

Laura

Une cure de gelée royale



CE QUI DÉRANGE GRAVEMENT dans la formule « l'Ordre juste », de Ségolène Royal, c'est le mot d'ordre. En clair : tout le monde dans les rangs, et pas une tête ne doit dépasser.

Quel que soit le parti institutionnel digne de ce nom, la volonté d'imposer un ordre est prioritaire. Pour les bien-pensants, il y a l'ordre moral, pour d'autres, c'est la volonté d'instaurer un ordre civique dominant. Rappelons-nous Jean-Pierre Chevènement, devenu ministre de l'Intérieur, en mai 1997, qui nous expliquait que, par tradition latine, la France bénéficie d'une police d'ordre. Nous savons ce qu'il en est.

L'ordre, c'est l'obéissance à la règle imposée. C'est l'organisation méthodique d'une société selon des critères qui marginalisent peu à peu les libertés fondamentales, au profit d'une mise au pas sans appel.

L'ordre induit une discipline qui n'est pas vraiment librement consentie. C'est une hiérarchie de valeurs brutales qu'il convient de respecter, c'est-à-dire la porte ouverte à tous les renoncements. C'est une délégation de pouvoir à ceux qui estiment devoir s'occuper de tout à notre place.

L'ordre, ce sont les décrets et les arrêtés, bien plus que les lois, ce qui implique évidemment les interdits et les obligations sans limite.

L'ordre, ce sont les instructions auxquelles il n'est pas question de déroger. Ce sont les injonctions, et donc l'autoritarisme. C'est la rigueur imposée, la réflexion considérée comme subversive, quand elle n'est pas criminalisée. C'est surtout cet ordre public qui est imposé. C'est cette volonté de mise au pas d'une population trop récalcitrante au gré de ceux qui ne supportent plus la contradiction après avoir été ondoyés par le suffrage universel.

L'ordre, c'est la prééminence donnée à la police et à l'armée. Il faut bien maintenir cet ordre supposé être menacé par des trublions incontrôlables. Lorsqu'on nous dit que tout doit rentrer dans l'ordre, il faut comprendre que l'heure est venue de se taire, d'obéir et de rectifier la position, faute de se faire rappeler à l'ordre.

Comme dans un inventaire à la Prévert, il est possible d'évoquer aussi bien celui qui donne les ordres, et ceux qui doivent les exécuter. Il y a les ordres impératifs auxquels il est conseillé de ne pas déroger. Au choix, il faut être aux ordres, ou sous les ordres. Tout accepter, jusqu'à nouvel ordre. Ensuite, si l'on est bien méritant, peut-être serons-nous reconnus pour être décorés de l'Ordre du mérite...

Il faudra bien qu'avant l'échéance électorale du 22 avril prochain Ségolène Royal nous explique ce qu'elle entend exactement par « Ordre juste ». Dans ses débats participatifs, la candidate socialiste a-t-elle demandé à ses interlocuteurs s'ils ne souhaiteraient pas plutôt tenter l'expérience du « Désordre juste », cette possibilité de respirer un air plus frais, sans contrainte ? Sans craindre la trique et les leçons de morale imposées.

Maurice Rajsfus

Quand l'autruche éternue...

Tu votes canard ou cochon ?

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, QU'ENTEND-JE ? Dame Péresse, porte-drapeau de l'UMP (profitant de ce que son héraut avait le nez plongé dans les grands dossiers telle la taxe sur les bouteilles de gaz), et qui lança de son balcon : « Nicolas Sarkozy va enfin hisser la campagne au niveau qu'elle mérite. » Au niveau caniveau, sûrement. Mais c'est fait, ça, depuis longtemps.

Sarko, sa dernière lubie, c'est qu'il faut le croire quand y cause (sinon c'est six mois ferme) : « **Vous vous rendez compte, si je mentais, ça se verrait comme le nez au milieu de la figure** », a-t-il osé lors d'une émission de télé dédiée à sa gloire personnelle. Pinocchio, attention, le petit Nicolas veut te piquer ton boulot.

Du boulot, justement, du taff, du chagrin, voilà ce dont rêve pour nous le maître de la place Beauvau : « **Je veux qu'on récompense le travail, et que celui qui ne veut pas bosser soit obligé de bosser.** » Dans mon cas te fatigue pas, pépère, y'en a d'autres qu'ont essayé. Ils se sont tués à la tâche.

Un qui bosse dur en ce moment (mais bon, c'est une fois tous les cinq ans), c'est Bayrou-le-forcené. « **Je n'ai pas vocation à être un strapontin** », a prévenu le Béarnais, qui se rêve en fauteuil de ministre. Strapontin ou fauteuil, Bayrou, on s'assoit dessus.

Ce n'est pas faute de soutiens pourtant, écoutez J.-F. Kahn, directeur de Marianne : « **Face à la barbarie économique du néocapitalisme totalement inhumain, il faut une révolution centriste.** » Quand ma tante chiera des fraises, tu viendras les sucrer.

Et les petits candidats, et les petits cons, dis donc, qu'est-ce qu'ils deviennent ? Frédéric Nihous (retenez bien ce nom, car vous n'en entendrez plus jamais parler), candidat de CPNT, rêve de se faire tirer par ses petits camarades : « **Si je pouvais me réincarner, ce serait en canard.** » Bon, à une lettre près, t'y es presque.

Dans la famille cow-boys, on trouve également Polnareff : « **Je n'ai jamais voté de ma vie. Sauf peut-être une fois, pour l'élection d'un shérif en Californie.** » Autant dire que ça le changera pas trop, quand il glissera dans l'urne son bulletin Sarkozy.

Et Villepin, où qu'il est ? On s'inquiéterait presque pour lui, mais lui, non, son avenir est tout tracé : « **Il y a plusieurs façons de servir la planète et la France.** » La planète, rien de moins... Comme si elle allait pas assez mal déjà.

Pour conclure, que diriez-vous d'une pincée de philosophie ? Maître de conférence en l'église du Douteux Rosaire, Bernadette Chirac nourrit une œuvre intense, dont la profondeur nous échappe : « **Le cochon est l'animal qui ressemble le plus à l'homme** », a-t-elle confié dernièrement. La dame connaît son bonhomme.

Frédo Ladrissse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Plan social : Alcatel-Lucent résiste

Le gouvernement moribond a eu beau promettre qu'on « allait voir ce qu'on allait voir », le groupe franco-américain confirme 3 200 suppressions d'emplois sur l'ensemble de l'Europe, dont 1 800 en France, la direction excluant tout « gel du plan social ». Selon la CGT, « le plan de la direction se résume à un nombre de suppressions d'emplois, sans aucune précision sur la stratégie industrielle suivie et sur les secteurs qui seront touchés ». Des manifestations intersyndicales sont prévues en Belgique, en France et en Allemagne. Pour ceux qui en douteraient encore : à quoi servent les élus ?

Antifascistes mobilisés dans le Nord

Plus de 3 000 personnes se sont rassemblées devant le Grand Palais de Lille contre le meeting de Le Pen, à l'appel des Flamands roses, la LDH, SUD, PS (!), PC Verts et CNT. L'objectif était également de riposter, face à la montée des partis extrême droite d'Europe du nord : le Vlaams belge et autres nébuleuses grises, danoises, allemandes et autrichiennes. La France, pays de non exception !

Pas de crise pour les actionnaires

Lafarge, 1^{er} cimentier mondial, augmente son bénéfice de 1,37 milliard d'euros, pour 2006, grâce à la réduction de ses coûts : rogne sur les embauches, sur les augmentations et politique de délocalisation. Pour sa part, le groupe Schneider, avec son plan New a délocalisé 529 millions d'euros de coûts de production, dans les pays à faibles coûts de main-d'œuvre (+ 18 % à 28 %, entre 2004 et 2006). De fait, le dividende aux actionnaires est de + 33 % en 2006 et combien celui des salariés sur le carreau ?

Sarkopen veut revisiter la loi de 1905

Ils étaient beaucoup à en rêver, mais Sarkopen l'a écrit dans un bouquin : « Je continuerai à plaider avec force pour l'instauration de nouveaux rapports entre les religions et les pouvoirs publics, car je suis convaincu qu'il faut prendre en compte le fait spirituel et l'importance de la question religieuse. » Concept repris par J.-P. Machelon dans son rapport sur « les relations des cultes avec les pouvoirs publics » qui préconise « la possibilité, pour les collectivités, de participer directement et sans plafonnement à la construction d'édifices religieux ». En d'autres termes : faire jouer un rôle public aux communautés religieuses. Ça rapporte combien de voix ?

En Angleterre, les trains déraillent : faute à pas de chance

Le déraillement du Pendolino de Virgin Trains, Londres-Glasgow, a fait 1 mort et 22 blessés. Pour le secrétaire général du Syndicat du rail « la cause n'est pas due à la vérification des aiguillages, mais à la dégradation du réseau. N'est-il pas temps que nous ayons des vis et des boulons corrects dans les chemins de fer ? » Ces dix dernières années, la Grande-Bretagne a cumulé les catastrophes. En 2002, un déraillement au nord de Londres a causé 7 morts. En 2001, 13 personnes ont trouvé la mort dans une collision et en 1999, celle de Paddington a fait 31 morts et 400 blessés. Pour le syndicat « la déficience de la sécurité, suite aux privatisations de la British Rail est seule responsable, préférant le sacrifice des investissements nécessaires au confort, à la sûreté des voyageurs au nom de la rentabilité. » Mais, au pays de Blair, business is business !

Malbouffe

Selon la Direction générale des fraudes, une large majorité des sandwicheries n'est pas conforme sur le plan de l'hygiène : « L'importance des anomalies majeures relevées lors des contrôles relatifs à l'hygiène nécessite une amélioration rapide des pratiques. » L'hygiène est jugée non conforme dans 34,5 % des sandwicheries traditionnelles, 46,9 % des boulangeries et 61,5 % des restaurants orientaux qui vendent des kebabs, sur un total de 1 133 points de ventes inspectés. Bon appétit !

Le travail tue (1)

Au cours d'une intervention de dépannage en Seine-Saint-Denis, un agent technicien de l'entreprise d'ascenseurs Thyssen est mort, alors qu'il se trouvait sur le toit d'une cabine. Pour une raison encore indéterminée, l'ascenseur est brusquement parti vers le haut et l'a écrasé contre la dalle de haut de gaine. À l'appel de la CGT, une centaine de salariés se sont rassemblés devant l'agence d'Aubervilliers, où se déroulait une réunion du comité d'hygiène et de sécurité de l'entreprise. Ils exigent « dans un contexte de course aux profits, que la sécurité des agents devienne la priorité ».

Les « Le Pen » au bon beurre

« Minie La Peine » oriente la campagne de « son papa » vers le centre droit. Son complice, Alain Soral, rallié au FHaine, est l'auteur du discours du chef à Valmy, pour draguer les « Français d'origine étrangère », à grand renfort d'affiches, mettant en scène une jeune beurrette, d'une visite de Dieudonné à la fête BBR, ou encore du ralliement du rappeur Rost qui avoue « préférer Le Pen à Sarkozy, au

cas où... ». Après les Beurs, Minie et sa bande rasant gratis les jeunes diplômés et les cadres moyens.

Le travail tue, pas les 35 heures (2)

En moins de deux ans, 5 salariés du Technocentre Renault de Guyancourt (Yvelines) ont tenté de mettre fin à leurs jours, dont 4 sur le site ; au total, quatre sont morts. Selon les syndicats félons CFE, CGC, FO et CFTC, « la direction aurait conscience que les choses doivent changer »... et d'annoncer des mesureries pour réduire le stress de ses cadres. Ça va faire une belle gencive aux 4 suicidés qui, eux, n'ont plus mal aux dents !

À bas l'armée, le retour !

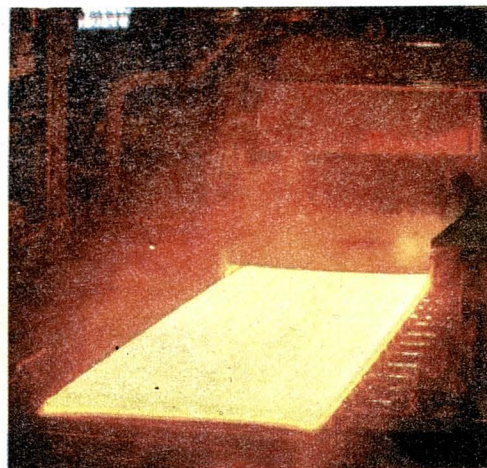
Les candidats à la présidentielle s'engagent à créer un service civique pour les jeunes. Sarkopen le veut obligatoire, semestriel et mixte. La Royale, pas forcément obligatoire, Lang lui promet le même avenir que le CPE. En effet, selon l'Unef, « rétablir une forme obligatoire de conscription, même rebaptisée civique, suscite de nombreuses interrogations chez les jeunes ». Bayrou (surnommé par une chaîne de télé audacieuse « l'anar de droite », ça ferait presque froid dans le dos des bourgeois !) propose, lui, un service civique universel, pour les jeunes Français et les jeunes immigrés (tous ensemble, tous ensemble !). La droite et la gauche s'accordent dans la lignée du sabre et du goupillon, puisque l'idée de service obligatoire a été lancée par l'hebdo catho la Vie. Le pape araignée l'avait bien dit qu'il mettrait son grain de (mis)sel dans le débat public !

Quel avenir pour les salariés d'Airbus ?

C'est la question posée sur le web de l'Humanité, après le dévoilage du plan Power 8 du groupe EADS, qualifié de « traitement de choc », par les financiers et de « déclaration de guerre » par les syndicats, réunis pour réfléchir à une riposte commune, après la grève d'avertissement qui a réuni 40 000 des 50 000 salariés d'Airbus. Les fuites des mesures arrêtées par EADS sont à la mesure de l'inquiétude qu'elles suscitent, prévoyant un peu plus de 4 000 emplois supprimés en France, un peu moins en Allemagne et deux sites menacés de fermeture ou de filialisation dans chacun des pays.



Nouvelles des fronts



ARRÊTONS LE MASSACRE! Les suicides sur les lieux de travail se multiplient et les langues se délient. Quatre chez Renault à Guyancourt (78), une tentative à la SNCF à Oullins (69), combien d'autres là et ailleurs? Les statistiques sont quasi inexistantes sur ce phénomène longtemps nié par les directions. Trois à quatre cents par an au bas mot sur les lieux de travail mais combien de centaines d'autres à cause du travail? Depuis quelques années partout les conditions d'exploitation se dégradent, la pression du management – complice et victime – se fait de plus en plus forte, de plus en plus intolérable. Résultat: mort d'homme. À quand une immolation par le feu? Non plus pour dénoncer l'entrée des chars soviétiques à Prague mais pour dénoncer des cadences toujours plus infernales. Celles des usines tayloriennes ont gagné l'Asie et de nouvelles chaînes ont été forgées pour les travailleurs des services, des bureaux d'études... Les travailleurs de l'immatériel comme avant meurent au labeur. Le tripalium n'est pas qu'une histoire d'étymologie. Au travail, comme ailleurs les logiques de mort sont à l'œuvre: logique des cadences, logique de la concurrence, logique de la performance, logique de la compétence, logique de la précarité, logique de la placardisation, gestion par le stress et la terreur. Assez!

Et pendant que des hommes meurent, Laurence Danon, après bien d'autres grands prédateurs, quitte le groupe Printemps avec 2,5 millions d'euros pour bons et loyaux services. Vous avez dit tripalium?

Alcatel plie ses gaules et prévoit 1 500 suppressions d'emplois à Paris, à Rennes, 12 500 sont programmées pour le futur groupe Alcatel-Licent dans le monde sur trois ans. Les profits montent, les cadences augmentent et les effectifs décroissent. Kenzo et Givenchy partent en Pologne, 110 emplois à la casse ici et une exploitation éhontée garantie là-bas. Pendant les délocalisations, les assassinats continuent, trois ouvriers du bâtiment sont écrasés par une passerelle métallique en Corse... Quant aux travailleurs de l'aéronautique (EADS), ils ont intérêt à se bouger avant le crash: 8 000 à 10 000 d'entre eux pourraient passer aux oubliettes de la concurrence internationale.

Mais, ça branle dans le manche. Selon la Dares du ministère de l'Emploi, sur la période 2002-2004, 29,6 % des entreprises ont connu des conflits du travail. Elles n'étaient que 20,7 % entre 1996-1998. Ça frissonne donc un peu. C'est pas encore le Front popu, mais sait-on jamais, après la farce électorale... la mobilisation? Ça résiste déjà, fonctionnaires largement en grève le 8 février, soutiens des cheminots. Grève des agents départementaux des Yvelines, grève des gardiens de Musée avec gratuité au Louvre, grève des contrôleurs SNCF dans plusieurs régions, gratuité encore. Grève de trois semaines au Club Med de la Martinique. Certes, les motifs sont mineurs, conditions de travail, primes, application des 35 heures..., mais ce n'est qu'un début. Action directe à Lyon où des manifestants ont bloqué le périph' pour protester contre la fermeture de leur usine Ciba (chimie) à Saint-Fons qui entraînera 217 licenciements. Action directe encore à Hénin-Beaumont (62) où les 200 ouvriers et ouvrières occupent l'usine Samsonite pour tenter d'empêcher la liquidation du site ou au moins obtenir des primes de licenciements plus importantes. Action juridique aussi, 600 ex-Moulinex aux Prud'hommes pour faire casquer un patron voyou (pléonasme) et 163 emplois-jeunes indemnisés jusqu'à 5 000 euros par la SNCF pour abus de CDD...

Ailleurs dans le monde, ça liquide sec. Belgique: Mittal ferme ses hauts fourneaux, près de 400 métallos dans la tourmente. Allemagne, les houillères menacées, 34 000 mineurs risquent de se retrouver sur le carreau. Bosch, d'ici à 2011 liquidera 1 250 postes de travail à Stuttgart-Feuerbach; Volkswagen, après le chantage à la fermeture, veut imposer le retour aux 38 heures sans compensation. Et selon des prévisionnistes à la botte, compte tenu des gains de productivité, 15 000 emplois seraient menacés dans l'automobile outre-Rhin et 3 000 à 4 000 en France dans un proche avenir. Dans ce secteur aussi, il y a du mouron et des bagarres à engager. Espagne, Renault baisse sa production, 2 000 salariés menacés de chômage technique ou de mise à la retraite. USA, Chrysler prévoit une restructuration musclée avec à la clé 10 000 emplois à la trappe. Japon, le transport aérien en plein typhon et une

réduction d'effectif de 4 300 est engagée sur trois ans chez Japan Airlines et ce malgré une réduction des salaires de 10 % en 2006. Quant à Kodak, y'a pas photo, après avoir supprimé, depuis 2004, 23 400 emplois, une charrette de 3 000 est sur le départ. Ailleurs aussi, le travail tue. Colombie, coup de grisou dans une mine, 32 mineurs assassinés!

Afin de prouver une fois de plus que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, laissons parler les chiffres. Aux USA, 7,5 millions de personnes ont un double emploi et cumulent, pour survivre, un temps plein et un temps partiel, voire deux temps pleins soit 5,3 % des travailleurs. 200 000 d'entre eux ont plus de 65 ans. Qu'on se le tienne pour dit, les retraites seront renégociées ici en 2008. Combien parmi nous, dans l'avenir, devront continuer à trimmer après 65 ans pour bouffer et se loger décemment? Europe (géographique), en 2004: 8 % des Européens occupant un emploi vivaient sous le seuil de pauvreté fixé à 60 % du revenu national moyen de chaque pays. 5 % de la population en République tchèque et en Allemagne, 13 à 14 % au Portugal, en Grèce et en Pologne étaient sous ce seuil. Pour « l'Europe des vingt-cinq », toujours plus sociale, ce sont 16 % de la population, avec ou sans emploi, qui vivaient sous ce seuil, environ 13 % en France. Le record appartenait à la Pologne avec 29 %. Et de quoi se plaint-on? Dans le monde, c'est un sixième de la population qui survit dans des bidonvilles, et ce sont 1,39 milliard d'individus qui « vivent » sous le seuil de pauvreté fixé à 2 \$ par jour et 550 millions qui « survivent » sous le seuil d'extrême pauvreté fixé généreusement par les organismes internationaux à 1 \$ par jour. Et ça va pas s'arranger, si on reste le cul dans notre fauteuil. Selon le rapport du GIEC, l'évolution du climat, pourri par le capital, devrait entraîner entre 200 et 600 millions de personnes supplémentaires menacées de famine et entre 1,1 et 3,2 milliards d'habitants pourraient manquer d'eau. Pas de panique, c'est pour 2080, on peut continuer à regarder tranquillement la campagne électorale à la télé.

Hugues

Groupe Pierre-Besnard

Les élections passent, les anarchistes restent !



Cher camarade,

Je tiens, par ces quelques mots, à ajouter à l'intelligence de la campagne anti-électorale. Je pense que vous les insérerez et que vous m'accorderez que depuis huit ans que je partage les luttes anarchistes à Paris, je n'ai pas abusé de ce droit de camaraderie, puisque c'est la première fois que je tiens à répondre.

À Paris, la campagne abstentionniste s'est menée dans très peu de quartiers, si peu que vous comprendrez qu'il est nécessaire que je mette les points sur les i, afin de ne pas aider à la confusion dans le cerveau des camarades et des sympathiques.

Pour d'autres, je ne sais trop... Mais j'ai vu, pour le 12^e, un ordre du jour de dernière heure (dans l'*Humanité* du dimanche 8 mai) de remerciements à ses électeurs! et de désistement en faveur d'un candidat socialiste! par un candidat abstentionniste? Cela m'a paru du dernier grotesque... pour ne pas dire plus.

Dans un autre quartier, une campagne soi-disant abstentionniste était entièrement menée contre un candidat au profit, par conséquent, d'autres candidats.

Cela m'a simplement prouvé que le travail n'était pas bien fait et, pour dire vrai, m'en doutant un peu et ne me tenant pas ordinairement à de simples critiques, avec quelques camarades nous l'avons organisé différemment en d'autres quartiers.

Tout d'abord dans le 11^e, quartier de la Folie-Méricourt, d'où, par suite de l'élection au premier tour, nous nous sommes transportés au 18^e où notre présence ne pouvait influencer en rien le débat, les deux partis en présence se trouvant à trois ou quatre mille voix de différence.

Je me crois obligé de dire que le cas contraire m'eût été parfaitement indifférent et que gêner les partis politiques, si avancés soient-ils, ne m'empêcherait nullement de travailler où cela me semble utile et me paraît devoir donner un résultat.

Que les camarades ne se préoccupent pas trop de la source des recettes et des dépenses: pour organiser huit réunions, et les garnir d'auditeurs, autant que possible était (non de camarades, puisque volontairement nous avions négligé l'insertion dans tout journal libertaire, et les autres n'insérant pas), nous avons dépensé sept ou huit francs... et beaucoup de bonne volonté.

Avant d'être expliqué, le syllogisme « Notre ennemi c'est notre maître; or l'électeur est le maître (le peuple souverain); donc l'électeur, voilà l'ennemi » a été lu par des milliers de personnes, commenté, discuté dans la rue et sur la place, s'étalant orgueilleusement aux meilleurs endroits dans le 11^e et le 18^e.

Dans aucune de ces réunions (de même que dans celles du 3^e et de Saint-Ouen, où nous fûmes) le nom d'un candidat n'a été prononcé, ni le mot nationaliste sans être accolé à socialiste et réciproquement, afin de rester ce que nous voulions être: absolument neutres ou plutôt absolument ennemis des candidats et des électeurs, des bergers, bons ou mauvais, et du troupeau électoral.

Nous avons distribué plus de 3 000 brochures sur l'absurdité de la politique, chaque camarade tenant à en payer un cent (1 franc), à les plier, à les distribuer; distribué aussi plus d'un millier de *Libertaire*, autant de *Temps nouveaux*; enfin vendu des brochures en très grand nombre.

Nous ne nous sommes pas préoccupés du nombre d'abstentions que notre campagne a pu produire, travail sans contrôle et qui n'était pas notre but immédiat. Il nous a plu simplement d'éveiller le cerveau des individus à cette heure de fièvre et d'agitation où nous pouvions les rencontrer et de leur donner le désir de connaître les idées qui pouvaient nous placer au-dessus des ambitions des médiocres et des emballements ridicules des foules.

Nous pensons avoir réussi dans le 11^e et dans le 18^e; nous n'avons pas eu à remercier

nos électeurs; personne n'a commis la bêtise de voter pour nous, tout le monde a bien compris qui nous étions et vu que le nom du candidat répondait tout simplement à une formalité.

Peut-être cela tient-il à ce que nous n'avons pas réédité l'erreur des premiers socialistes de vouloir nous compter sur le dos d'un individu, n'attendant pas du nombre le fait d'avoir raison et ne nous plaisant pas à tailler des verges pour nous fustiger.

Bien plus, nous avons prouvé, par l'exemple, dans douze préaux d'école, en pleine période électorale, que, sans autorité, sans président qui hurle et qui rappelle à l'ordre, sans étouffer aucune idée, des réunions se vivaient où des pensées différents se heurtaient en toute sérénité. Quel contraste avec les réunions électorales où les appétits, les intérêts et la bêtise faisaient se manger le nez à des amis de la veille!

Pour terminer, que tous les camarades se disent bien que la campagne anti-électorale, avec les préaux gratuits et l'affichage gratuit, est un moyen à employer pour la diffusion de nos idées. Ce moyen ne demande pas d'argent et ne nécessite pas de tripotages. Il demande seulement:

- beaucoup de bonnes volontés pour la confection d'affiches plaisantes, attirant l'œil, suppléant ainsi au nombre pour l'affichage en bonne place, pour la distribution raisonnée de brochures et de journaux;

- de l'esprit de suite;

- une grande observation de soi-même pour ne pas se laisser attirer dans le piège des contradictoires qui vous verraient, avec plaisir, tomber dans la partialité.

De ce qu'un travail est mal fait, il ne s'ensuit pas qu'il ne soit pas à faire, il faut le recommencer mieux.

En toute camaraderie,

Albert Libertad

Les Temps nouveaux, 21-27 mai 1904

Les Déboulonneurs face à la justice

Le 9 mars à Alès et Paris

DEPUIS PLUSIEURS MOIS, les Déboulonneurs de pub font parler d'eux au moyen d'actions collectives parfois suivies de procès.

Quel est leur but ?

Nîmes, 24 février 2007, début d'après-midi : un petit groupe de personnes ont répondu à l'appel des Déboulonneurs de pub pour mettre Nîmes (avec Paris, Lille...) sur la liste des villes réagissant à l'envahissement de l'espace urbain et public par la publicité. Un panneau vantant une marque de voitures en fera les frais.

Mais cette action s'inscrit localement dans une actualité lourde pour les opposants à l'envahissement publicitaire. En effet, suite à une action tournée contre des panneaux publicitaires de supermarchés et réalisée à Anduze (Gard) le 26 mai 2006, deux militants de ce réseau passent en procès à Alès le vendredi 9 mars à 14 heures. Il s'agit de François Jourde et Sara Martinez. Ce même jour, un délibéré interviendra à Paris, après le procès du 12 janvier 2007 intenté aux Déboulonneurs pour une autre action collective. Là, le procureur a requis 500 euros d'amende avec sursis pour chacun des 7 barbouilleurs.

Les Déboulonneurs de pub ont créé ce mouvement dans l'objectif de contester la surface occupée par les agressions publicitaires. En effet, ils ne remettent « pas en cause les activités publicitaires en tant que mise à disposition du public d'informations commerciales », mais les valeurs sous-tendues par ce type de propagande. Leur objectif est d'obtenir des affiches ne dépassant pas 50 x 70 cm, présentées dans un dispositif ne dépassant pas 2 mètres carrés. Ils fustigent aussi la gabegie énergétique qui sert à éclairer ces dispositifs publicitaires, la nuit. À terme, il s'agit donc de faire pression sur l'État pour qu'il modifie la loi sur l'affichage publicitaire « et pour harmoniser les moyens d'expression par affichage (expression associative, publicitaire) ».

Pour ce faire, ce sont des actions collectives, d'environ une heure, qui sont préparées et organisées au cours de journées d'action nationale. Un rendez-vous est donné au public puisque les actions sont menées à visage découvert. Voilà comment les militants préparent leur public à l'action : « L'action est présentée, les consignes de non-violence sont données, particulièrement vis-à-vis de la

police qui est souvent déjà là – on la salue alors d'un grand "bonjour" : on rappelle que les Barbouilleurs sont prêts à se faire arrêter sans aucune résistance si la police a l'ordre de le faire, qu'ils veulent répondre de leur acte devant la Justice, que la police fera son travail dans le calme, bref que chacun est là pour faire son boulot et qu'il ne faut pas se tromper d'adversaire ; la joyeuse troupe se dirige vers les panneaux, souvent escortée par la police ; les Barbouilleurs inscrivent à la peinture "pub = violence", "halte au matraquage", "votre pub en 50 x 70 cm"... La police intervient plus ou moins vite, et les emmène sous les applaudissements. Pendant ce temps, chaque acteur du collectif à un rôle bien précis à jouer : rester en contact avec la police pour négocier l'arrestation dans le calme et prononcer ensuite la dispersion de la manifestation, s'assurer que personne ne vienne semer la pagaille en étant violent ou en se mettant à hurler contre la police, jouer de l'accordéon pour accompagner les chansons, faire des déclarations à la presse, distribuer des tracts, etc. »

Ces « cousins des faucheurs d'OGM » comme ils s'intitulent eux-mêmes construisent donc une stratégie basée sur l'usage des procès comme tribunes pour obtenir des jurisprudences et faire avancer la loi. C'est ainsi qu'un militant de Rouen s'est présenté volontairement à un commissariat le 26 novembre 2006, après avoir participé à une action de barbouillage où la police brillait par son absence. Il sera jugé prochainement pour cette action.

Un certain nombre de ces protestataires d'un genre nouveau sont inspirés par Gandhi, et la non-violence est une attitude largement partagée dans le réseau. Leur stratégie s'inscrit dans la droite ligne d'une attitude à la fois légaliste et respectueuse des institutions. Qu'il nous soit permis ici de faire une remarque à ce sujet : malgré leur abnégation toute gandhienne à vouloir goûter la justice – stratégie qui n'a pas beaucoup aidé les courageux faucheurs d'OGM jusqu'ici –, il nous semble qu'il est inexact de considérer que les appareils répressifs et de justice sont tout à fait neutres dans ce débat. Ils représentent surtout la légitimation d'un ordre social, politique et économique où la loi du plus fort reste la règle, et où l'ordre marchand est celui qui est imposé.

Lorsque Justice et État laissent faire l'envahissement publicitaire et ne respectent pas les lois en la matière, leur neutralité tombe d'elle-même. Pareillement, lorsqu'on juge des protestataires suite à des barbouillages bénins sur des panneaux illégaux ! Enfin, les conséquences de ces actes quelque peu sacrificiels (au moins symboliquement) peuvent parfois amener les Déboulonneurs vers des situations inextricables (fichage ADN par exemple) ; est-il vraiment nécessaire de se dénoncer à la police ou d'encourager les arrestations en les facilitant ?

Notre réserve à l'égard de la stratégie poursuivie ne nous empêche nullement de dire notre solidarité contre la justice qui réprime des personnes qui s'inscrivent pourtant d'elles-mêmes dans le cadre et la revendication du respect des lois. Nous n'acceptons pas que la Justice réprime la contestation, même si c'est l'un des rôles qu'elle tient à merveille. Ce faisant, elle oriente son action en faveur d'un statu quo qui reste, malgré bien des efforts, largement à l'avantage de l'ordre marchand et de la propriété privée des moyens de production et de distribution. Donc, de la prolifération publicitaire.

**Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste**



Action des déboulonneurs parisiens du samedi 27 janvier 2007.

Culture des

100 millions d'hectares



dans le monde !

POUR LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE de la culture des plantes transgéniques, l'Isaaa, une association financée à 40 % par des firmes privées (parmi lesquelles les fameuses procédurières Monsanto et Syngenta et qui s'affichent comme très favorables aux OGM), vient de communiquer un rapport sur leur culture dans le monde. Ce recensement annuel, unique sur la planète, a fini par s'imposer comme une référence. Aujourd'hui, les transgéniques, limités à quatre plantes, le soja, le maïs, le coton et le colza, couvrent 102 millions d'hectares dans le monde (+ 13 % par rapport à 2005). Elles sont concentrées à 88 % dans quatre pays (États-Unis/Canada: 1,7 million d'hectares ; Argentine/Brésil).

Plus inquiétant, l'Isaaa relève par ailleurs que les OGM ont progressé, en 2006, plus rapidement dans les pays en développement. C'est surtout l'adoption du coton transgénique par l'Inde (que l'association éthique Alter Mundi dénonce dans un ouvrage, comme la culture la plus dangereuse et la plus polluante de la planète) qui explique cette poussée. Cependant, la Chine et l'Inde restent prudentes et n'autorisent que le coton transgénique. Les capitalistes veulent bien produire de la merde, mais plutôt chez le voisin « en développement » que chez eux. Ça nous rappelle l'histoire du Clemenceau

« légèrement amianté », que la France a eu la « bonne grâce » d'envoyer se faire nettoyer en Inde. Que ce coup ait foiré lamentablement au final n'empêche pas l'immondice de la démarche!

Pour sa part, l'association les Amis de la Terre critique le rapport de l'Isaaa. Il remet certaines pendules à l'heure, comme, par exemple, les revers enregistrés par les OGM: leur refus continu en Europe, leur abandon par l'Indonésie, ou encore la multiplication des contaminations, ou la montée des résistances des insectes et herbes adventices aux propriétés pesticides des transgéniques.

Le président de l'Isaaa n'a pu réfuter ce dernier argument et a fini par admettre que « la bonne gestion de ces résistances est la clé de l'avenir des biotechnologies ». En conclusion, si les chiffres du rapport ne sont pas contestés, la question du rendement des OGM et de leur moindre consommation de pesticides reste ouverte. De plus, les Amis de la Terre ajoute: « Si les transgéniques sont une bonne solution pour les grands exploitants, il ne profitent aucunement aux petits fermiers ». En effet, les OGM sont cultivés par environ

9 millions d'agriculteurs, soit moins de 1 % des paysans du monde, alors qu'ils représentent environ 7 % de la superficie arable mondiale.

Toujours selon l'Isaaa (qui semble avoir les dents longues), les transgéniques devraient couvrir 200 millions d'hectares en 2015, du fait de l'adoption du riz transgénique et du développement de plantes destinées aux biocarburants. Se voulant rassurant, son président promet: « Des plantes présentant un avantage nutritionnel devraient apparaître: un maïs enrichi en lysine (un acide aminé), un riz dopé en vitamine A (vers 2009), un soja contenant de l'omega-3, vers 2012. »

À ce jour, les cultures transgéniques sont essentiellement destinées à l'alimentation animale. Mais pour ce qui concerne, par exemple, le riz, les consommateurs accepteront-ils d'en consommer? Les choix de la Chine seront plutôt déterminants pour l'avenir des cultures d'OGM. S'ils vous plaît, Chinois et Chinoises, un petit effort pour l'avenir de la planète!

Petr Pasek

groupe-claaaaaash@federation-anarchiste

1. L'association International Service for the Acquisition of Agri-Biotech Applications.

Les barrages craquent... mais les profits pétent la santé

IL Y A ENVIRON TROIS SEMAINES, Capital-feuille de chou bien connue des agitateurs, a révélé le contenu d'un rapport confidentiel d'EDF. Ce document pointe du doigt la vétusté de près de la moitié des barrages hydrauliques en France.

Sur 450 barrages exploités par le groupe, un grand nombre accuse l'âge de ses artères, pendant qu'une centaine d'autres est au bord du collapsus. Si des opérations de chirurgie lourde ne sont pas entreprises dans les plus brefs délais, nombre de vallées alpines, pyrénéennes ou du Massif Central seront ravagées par des eaux retenues par des digues de plus en plus en trompe-l'oeil.

Un exemple? Le 29 janvier 2006, les vannes rouillées du barrage de Tuilières se sont affaissées, libérant dans le fleuve 5 millions de m³ d'eau. Cette sauvagerie water music n'a guère fait ciller les hiérarques d'EDF. Mais voilà que Gadonneix, premier violon de cette entreprise

affirme – au sortir de sa douche –, que le liquide va couler à flots pour réparer l'outrage des ans. Les crédits d'entretien ont été soumis au régime sec pendant dix ans? Soyons rassurés, beugle-t-il, avec Super Hydrau et sa cagnotte de 500 millions à déverser sur les fractures pendant cinq ans, les barrages en finiront avec le pastis dans lesquels ils sont plongés.

Notons que la nappe des profits d'EDF a augmenté de 5,6 milliards d'euros en 2006. On ne saurait mieux dire que les gesticulations électriques du PDG cité visent essentiellement à noyer le poisson.

En effet, le lobby des nucléocrates déclenche un tir de barrage pour impulser l'EPR. Le bulletin de santé des barrages n'est guère réjouissant? Alors, posons un cataplasme sur les branlants édifices, mais surtout poussons les feux des réacteurs glapissant les amoureux de l'atome et du fric!

D'aucuns estiment qu'un « débat-citoyen » devrait avoir lieu pour déterminer la politique énergétique du pays. Les mêmes estiment que les rapports entre l'État et le privé sont quasi incestueux. Ces apologues d'une démocratie fantasmée font preuve simultanément d'une naïveté confondante et d'une cécité affligeante.

État et patrons n'ont pas que des atomes crochus entre eux, leur fusion est complète autant que leur volonté de nous transformer en combustible servile. Alors escompter d'eux une juste vision du « bien commun »...

Il est des déchets pour lesquels, et sans débat préalable, on rêve d'un enfouissement profond et définitif dans les entrailles de la Terre.

Sami Chemin

Groupe Elisée-Reclus de la Fédération Anarchiste

Les régimes spéciaux de retraite

Élever le niveau des retraites du privé sur celui du public : voilà ce qui serait juste !



Jacques Langlois

UN PEU D'HISTOIRE. En 1946, il était question d'un régime vraiment général de sécurité sociale, dont l'assurance vieillesse. La chose a été sabordée par beaucoup d'acteurs : les cultes, les curés, les artisans et commerçants, les professions libérales, les syndicats des firmes ou administrations dotées d'avantages spéciaux (Électricité, SNCF, RATP, Banque de France, Caisses d'épargne, fonction publique, etc.). Nous eûmes donc un régime général peu généreux. Même actuellement, le taux de remplacement d'une carrière complète (ce taux est celui du montant de la pension rapportée au salaire d'activité exprimé en pourcentage) est de 50 % et les cotisations sont plafonnées* (15 096 euros par an actuellement). Pour cette raison, le régime général de la CNAV (Caisse nationale d'assurance vieillesse) est complété par des régimes complémentaires obligatoires : Arrco pour tout le monde mais sous plafond, au-delà du plafond, Agirc (de fait, pour les cadres), etc., car il y a encore quantité de régimes particuliers, dont l'Ircantec.

Il faut se souvenir que les régimes spéciaux sont bien antérieurs à la création de la Sécurité sociale. Ils ont été créés pour des raisons simples : il s'agissait essentiellement de personnels bien plus qualifiés que la moyenne (EDF de 1946, ou SNCF), de salariés faisant souvent aussi des métiers très durs (mineurs ou chauffeurs de locomotives à vapeur ou employés à la fabrication du gaz de ville), soumis à des contraintes de service (continuité du service). À l'époque, avant 36 (SNCF) ou 46 (EDF), les patrons étaient en concurrence et cherchaient à fidéliser leur personnel par des avantages sociaux. S'ajoutait aussi que ledit personnel disposait d'un vrai pouvoir de nuisance et que les grèves étaient très coûteuses pour les patrons du secteur. De son côté, l'État avait besoin de fonctionnaires dévoués et bien sages.

Pour simplifier, nous avons aujourd'hui trois systèmes : le régime général assorti de complémentaires, le régime de la fonction

publique (État, collectivités territoriales et fonction hospitalière), les régimes spéciaux.

Suivant la bonne vieille méthode des Horaces** et des Curiaces, les gouvernements compradores se sont attaqués d'abord au régime le moins défendu, le plus éclaté : celui des salariés du privé. En 93, Ballamou a fait passer la base du calcul des retraites à la moyenne des 25 meilleures années (au lieu de 15, mais avant les socialos de 1981, c'était 10...), à 40 ans de cotisations, à un nouveau mode de calcul où les correspondances de salaires étalées dans le temps (refaire les historiques de rémunération, car évidemment, un salaire de 1950 ne vaut pas celui de 1980 à cause de l'inflation et des progrès des rémunérations [smig, puis smic, par exemple]) étaient basées non plus sur la progression des salaires mais sur l'inflation, ce qui évidemment fait baisser les retraites puisque les salaires augmentaient bien plus que les prix du temps des « 30 glorieuses » (1945-1975).

En 95, « le meilleur d'entre nous » (!), à savoir Juppé, voulut, pour des raisons de déficit des régimes de retraite et « d'équité » (!) entre les secteurs publics et privés, ratiboiser les « avantages acquis » du public. Cela lui valut le mémorable mouvement de grève de novembre-décembre 1995. Cela rendit les Tartuffe plus prudents. Aussi, le sémillant Fillon (prétendu gaulliste de gauche!) limitait-il ses ambitions en 2003 (au mois de juillet!) : il se contenta d'aligner le régime des fonctionnaires sur celui du privé : 40 ans de cotisations en 2008, 41 en 2012, 42 en 2020 pour tout le monde, et indexation des retraites sur la seule inflation. Le MEDEF vise 45 ans et les évolutions européennes le confortent : l'âge de la retraite est passé à 67 ans en Allemagne. Les salariés dépassant 60 ans au travail bénéficiaient d'une surcote par année de plus et avant 60 balais étaient pénalisés par une décote. En même temps on ne touchait pas directement à l'âge de la retraite (60 ans).

*Les cotisations ne s'appliquent pas aux parties de salaire supérieures au plafond.

**Horaces : extrait du Petit Robert des Noms propres : « Nom de trois frères romains qui, lors de la guerre entre Rome et Albe sous le règne de Tullus Hostilius, furent désignés comme champions de Rome contre les trois Curiaces, champions d'Albe. Ses deux frères ayant été tués, le troisième Horace feignit de fuir et tua séparément les trois Curiaces. »

On se contentait d'ignorer que la durée moyenne réelle des carrières est de 37 ans car le patronat vire les vieux, qui coûtent plus cher et seraient HS, et que la chose a été facilitée ensuite par l'abrogation de l'amendement Delalande qui obligeait les entreprises à verser entre 8 et 12 mois de salaires en cas de licenciement d'un salarié âgé (amende en fonction de l'âge, d'où l'écart). Apparaît alors clairement le but réel de la manœuvre : diminuer le montant des retraites en faisant hypocritement croire qu'on maintenait l'âge légal de départ en retraite, 60 ans édictés en 1981. En réalité, un jeune diplômé, entré à 24 ans dans une boîte alors que la moyenne d'âge réelle de départ en retraite est inférieure à 58, doit travailler jusqu'à 64 pour avoir une pension complète. CQFD. Évidemment, on n'a pas dit au bon peuple, lequel ne s'apercevra du résultat de la manip que dans vingt ans, que le montant des retraites allait baisser de 30 % (ouvriers et employés) à 40-45 % (cadres et techniciens). On peut prévoir le retour en 2025 des personnes âgées très pauvres, ce que l'on avait réussi à éradiquer avant que les politicards et les patrons ne passent au tout néolibéralisme financier.

Un autre but de la manip, peut-être le plus important, est de forcer les gens à combler la différence de revenu à la retraite par la souscription individuelle à des fonds de pension par capitalisation ou à des assurances vie. Tant pis pour ceux qui, comme aux USA travaillent encore à plus de 75 ans pour arriver à survivre faute d'une retraite suffisante car ils n'ont pas pu souscrire à une assurance vie et parce que leur entreprise n'offrait pas de système de retraite. Pour rassurer les mandants des syndicats vendus (qui savent très bien ce que cache tout cela), on a fait miroiter auxdits syndicats qu'il n'y aurait pas de retraites en-dessous de 85 % du Smic (dont on ne sait pas ce qu'il sera dans vingt ans et même s'il existera encore), en oubliant de préciser que ces 85 % ne vaudraient que pour les carrières complètes, déjà impossibles à cause des 45 années de cotisation visées par le MEDEF, et surtout impossibles à cause des périodes de chômage, de mise au RMI ou à l'ASS.

Horace** a donc déjà éliminé Curiace 1 (le privé) et Curiace 2 (les trois fonctions publiques). On n'a pas encore touché à Curiace 3, à savoir tous les régimes spéciaux. Encore qu'ils subissent des modifications, chacun après chacun. On verra cela plus bas. Il y a deux raisons à cette modération « prudentielle » : ne pas courir le risque d'une explosion sociale modèle 1995 ; ne pas décrédibiliser tout de suite les promesses faites par Sarkopen en 2004 ; par exemple, on

troque le changement de statut d'EDF, de GDF et d'autres (passage en SA et ouverture du capital au privé, fût-il étranger) contre le maintien (temporaire) du régime spécial. Parallèlement, la France doit se mettre aux normes de la nouvelle comptabilité internationale qui doit faire apparaître les engagements, y compris de retraite, au passif du bilan en tant que dette. Avec 40 milliards d'euros d'engagement de retraite, EDF était en faillite et peu présentable pour le prix de son titre lors de l'ouverture du capital. D'où la combinaison montée à EDF-GDF : passer au régime général (« adossement », en langage technocratique, ce qui reporte l'essentiel de la charge sur le régime général et les deux régimes complémentaires et vide le passif correspondant) sans retirer aux agents leurs avantages spéciaux, du moins pas tout de suite, la stratégie étant celle du diviser pour régner, de l'étalement des décisions dans le temps, du découpage des problèmes en rondelles (la technique du salami, chère à Staline !). On verra plus bas ce nouveau régime EDF.

Et maintenant, une droite sûre d'elle-même et de gagner les élections de 2007, affiche la couleur : elle liquidera le dernier Curiace, le plus coriace (eh eh!).

Les régimes spéciaux

Pourtant, les gouvernants et patrons s'excitent pour peu de choses : les retraites versées par les régimes spéciaux ne concernent que 4,2 % des retraités en 2005 (500 000 sur 12 millions) et n'en concerneront que 1,6 % en 2025 (300 000 sur 18 millions). Les cotisations retraites sont bien plus élevées dans le public : 26 % dans le régime normal (CNAV et complémentaires) pour un salarié du privé, 36,29 % de son salaire brut pour un agent de la SNCF, dont une partie est payée par la firme mais au détriment d'un salaire direct plus élevé. Le régime des Caisses d'épargne a déjà été réformé ; celui de la Banque de France (l'ex plus généreux et pourtant où le travail ne doit pas être ni salissant, ni dur, ni insalubre) est en passe de l'être. Celui de la RATP va être adossé au régime général comme pour EDF. Mais ce dernier demeure pour l'instant effectivement encore très spécial. On verra en quoi.

Les *compradores* (gouvernants, patrons, assureurs, banquiers, journalistes, etc. — c'est curieux, ce sont toujours les mêmes) ne donnent pas certains détails.

Il y a d'autres régimes très spéciaux dont curieusement on ne parle jamais ; comme celui des militaires (la retraite à 35 ans !) ou celui des « honorables » membres du Parlement. Qu'en est-il pour ceux-ci ? Déjà, le parlementaire peut cumuler. Chiracos touchera sa retraite de la Cour des comptes, où il n'a quasiment jamais mis les pieds, sa retraite de parlementaire (voir plus bas), sa retraite de président de la République. MM. Juppé et Fabius sont d'heureux retraités de la fonction publique à moins de 60 ans bien que n'ayant guère fait acte de présence dans leurs institutions fonctionnarisées d'appartenance.



Mais voilà le plus beau des régimes spéciaux : pour 20 % de cotisation pour une législature le parlementaire touchera 1 500 euros de retraite ; pour 2 législatures (10 ans), 3 000 euros ; pour 22,5 ans (curieux, ce n'est pas un multiple de 5), 6 000 euros. Sans préjudice, comme on l'a vu, de leurs retraites de la fonction publique ou de celles de leurs activités privées. Évidemment, on ne parle nulle part de ce régime très spécial.

Nous avons aussi les « retraites chapeaux » versées aux « super » managers sans contrepartie correspondante du tout en termes de cotisations salariales et avec exonérations de cotisations sociales patronales et permettant aux retraités de toucher quasiment l'équivalent de leur dernier époustouflant salaire ! Les régimes des commerçants, artisans, professions libérales ne sont pas mal non plus : ils ne versent que 16 % pour une retraite normale, ce qui est donc compensé par le régime général ou les cotisations salariés plus employeurs représentent 26 % des salaires.

Alors qu'en est-il du régime EDF ou RATP ou SNCF. Prenons l'exemple du premier modifié, celui d'EDF-GDF. Le voici :

Résumons la situation avant la réforme de 2004. Les cotisations salariales étaient de 7,85 % du salaire (de 9,75 à 10,35 % dans le privé, en fonction des plafonnements SS et des régimes complémentaires) et l'entreprise versait, en prenant sur son compte d'exploitation la différence, soit 54 % de la masse salariale (ou un rapport 20 % salarié contre 80 % entreprise, contre un rapport 40 % salarié, 60 % patron dans le privé), ce qui représente plus de

...des régimes très spéciaux dont curieusement on ne parle jamais, comme celui des militaires.



trois fois la cotisation patronale du privé (14,78 %). Il n'y avait donc pas de cotisation patronale mais un financement du régime par le biais des tarifs, donc par les consommateurs. La retraite pouvait être prise à 55 ans (service actif) ou à 60, avec 37,5 années de cotisation pour 75 % du dernier salaire. Assez curieusement on y avait des « bonifications en tout genre » « nombre d'enfants, campagnes militaires, etc., ce qui faisait que certains gagnaient plus à la retraite qu'en activité. On avait donc 2 % de retraite par année de présence (37,5 multiplié par 37,5 donne 75 %). Mais les dirigeants politicards et patronaux ne signalaient pas qu'EDF-GDF versait une subvention aux régimes déficitaires comme celui des mineurs ou de la SNCF (soit 4 % de sa masse salariale). La retraite pouvait être prise au bout de 15 ans pour les femmes ayant 3 enfants. Il fallait de toute façon faire 15 ans à EDF pour avoir droit à une retraite versable seulement à 60 ans. À l'époque, avant la réforme, on oubliait de dire que le taux de remplacement était de 63 % à EDF, de 68 % dans le régime général, de 62 % à la SNCF, car les primes (ou comme partout les versements en actions ou au plan d'épargne d'entreprise) du public ne sont pas prises en compte dans le calcul des retraites (pour changer de régime, la Banque de France a intégré les primes dans l'assiette du calcul des retraites!). Rappelons que les agents EDF ne partent pas en retraite mais en inactivité de service, car ils demeurent mobilisables pour faire face à des situations catastrophiques. Enfin les retraites sont indexées sur l'évolution des salaires.

Quel est le contenu de la réforme de 2004? D'abord la cotisation salariale a été augmentée de plus de 4 points (de 7,85 à 11,85 et des poussières, 12,05 je crois me rappeler), compensée par une augmentation ponctuelle des salaires nominaux au même instant. Évidemment, on ne sait rien pour le futur où les salaires pourraient diminuer en valeur constante (aux USA, les revenus salariaux à dollar constant ont diminué de 20 % en vingt ans!). Voilà du bon syndicalisme: échanger de la merde à court terme contre de l'incertitude à long terme. D'autant plus que, comme partout, les évolutions de salaires sont remplacées par des primes ou des versements, abondés par la boutique, au titre de la participation. Ainsi on ne verse plus de cotisations sociales sur ces montants (vive le trou de la CNAV et de la SS) et, bien évidemment, les retraités sont exclus de ces largesses. C'est pourquoi EDF a maintenu l'indexation des retraites sur les augmentations générales de salaire au lieu de passer à l'indexation sur les prix comme dans le privé. Élémentaire, mon cher Watson: les progressions de salaires y sont depuis longtemps inférieures à l'inflation! Où l'on voit que les syndicats ont délibérément sacrifié les retraités au profit du miroir aux alouettes de la participation aux bénéfices des salariés en activité.

Ensuite les aspects normaux du régime de retraite EDF-GDF ont été reflués au régime général (CNAV) et aux régimes complémentaires moyennant une « soulte » pour solde de tout compte de 7,6 milliards d'euros pour le régime général et de 1,6 pour les régimes complémentaires. La soulte est censée compenser les soldes entre les versements de cotisations (plus de 4 points en plus pour les salariés) et les débours de retraites versées, le tout actualisé sur 40 ans minimum (la durée fut un objet de contentieux entre la CNAV, l'Arrco et l'Agirc et EDF-GDF car, à 50 ans d'actualisation ou à 30, on changeait visiblement les résultats de la soulte à verser). De plus, la soulte améliorait les comptes sociaux de l'État et permettait de diminuer la dette. Pour dire que ces marchandages de tapis n'ont qu'une modalité, le calcul actuariel, et un objectif, le report de la dette EDF-GDF sur la collectivité pour apurer son passif afin de refaire la virginité financière de la mariée.

Mais le transfert aux régimes normaux et généraux d'assurance vieillesse laisse de côté les avantages exorbitants d'EDF-GDF, dicit Fillon aujourd'hui – car Sarkopen, comme on l'a vu, les avaient fait conserver pour acheter les syndicats afin de pouvoir ouvrir le capital des deux établissements publics transformés en SA à cet effet. Pourtant lesdits syndicats ne devraient pas ignorer « que les promesses n'engagent que ceux qui y croient » et que la logique même du capitalisme financier, une fois que l'entreprise est placée en haut du toboggan, fait que tous les différentiels nuisant à la « compétitivité de l'entreprise » dans la « concurrence libre et non faussée » sont progressivement supprimés.

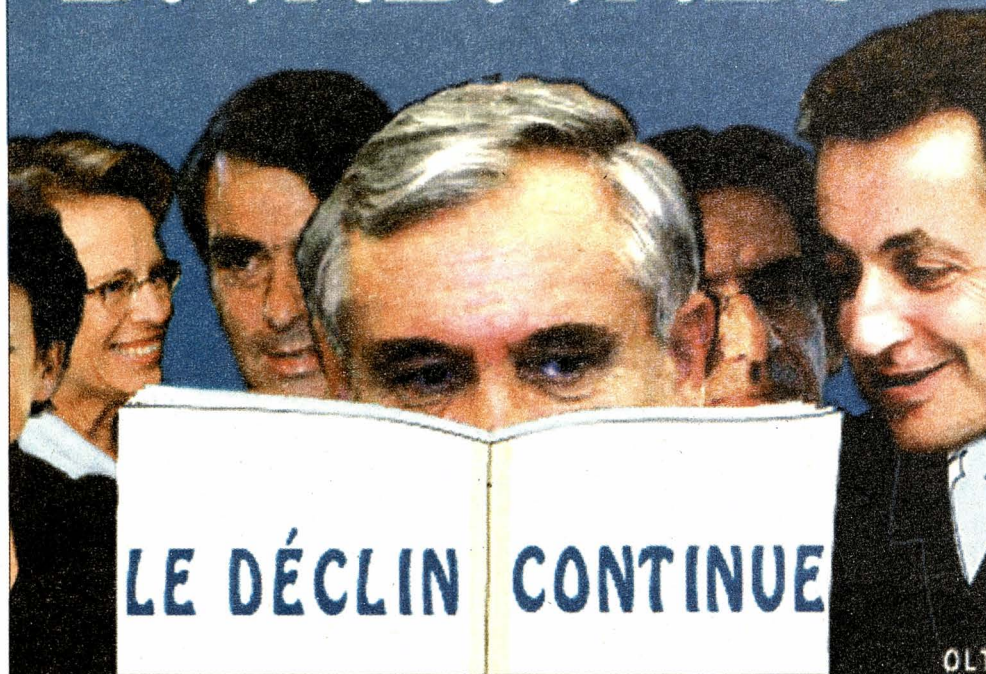
Voilà du bon syndicalisme: échanger de la merde à court terme contre de l'incertitude à long terme.

Le régime mutualiste a été « réformé » en février 2005 pour qu'EDF-GDF n'ait plus à y contribuer, créant au passage la première mutuelle obligatoire réservée aux vieux. Le 1 % sur le chiffre d'affaires, qui alimente la CCAS (CE d'EDF-GDF) et les bureaucrates CGT qui l'ont truffée, ne va pas tenir très longtemps. Il est déjà attaqué en partie à cause des malversations et des emplois fictifs que la CGT y a pratiqué. Les institutions représentatives du personnel sont en train d'être alignées sur celles du droit commun, beaucoup moins protecteur et coûteux en positions de permanents syndicaux. Bref, au lieu de 80 % de participation à la couverture retraite, EDF-GDF est descendu à 20 % – chiffre inférieur à celui de 26 % du privé) et ce sont ces 20 % qu'il faut financer. Eurêka, pour ce faire on a créé une nouvelle taxe (la CTA, contribution tarifaire d'acheminement!), payable par tous les opérateurs sur le territoire français, une sorte de TVA sociale en quelque sorte, fondée sur le transport et la distribution des kWh. Mais pour l'instant, avant que le marché ne soit ouvert aux clients domestiques (juillet 2007), EDF-GDF gardent la chose dans la culotte et, comme par le passé, payent sur le compte d'exploitation mais isolent la dépense dans un compte spécial. La mise en place de la taxe pour les clients domestiques avant les élections de 2007 ferait mauvais effet. Et cette taxe n'est évidemment pas un impôt puisque vous n'êtes pas forcé d'être abonné au gaz ou à l'électricité!

DDD



LES « RÉFORMES » BARBARES



Les régimes spéciaux: SNCF, RATP, EDF-GDF, que les gouvernants de droite veulent anéantir officiellement (les postulants de gauche ont le mérite de se taire prudemment) sont effectivement structurellement déficitaires par suite des réformes de structure, des réorganisations, des progrès de productivité qui y ont diminué le volume de l'emploi. Et le cas le plus épineux depuis longtemps est celui de la SNCF (où le départ des agents de conduite est à 50 ans) et où le rapport « démographique » entre le nombre de retraités et celui des actifs est le plus défavorable. L'État contribue déjà à 56 % (2,6 milliards d'euros) des dépenses de retraites de la SNCF (l'État et les compensations, notamment par EDF-GDF). Mais la situation s'améliorera car les réorganisations ont déjà porté leur fruit. La RATP a un avenir plus sombre. Mais tous les régimes sont potentiellement déficitaires malgré la réforme Fillon qui prévoyait une « clause de revoyure » avant 2008, date à laquelle les retraites seront seulement revues. Mais de façon générale, ces régimes spéciaux sont analogues, et à court terme devront être traités comme EDF-GDF. Le problème est que la SNCF n'a aucunement les moyens de payer une soulte considérable (23 milliards d'après le député UMP Mariton) eu égard à ses effectifs et à l'état de ses fonds propres et de ses bénéfices. Le cas de La Poste est spécial parce que depuis sa transformation en EPIC (établissement public à caractère industriel et com-

mercial), elle n'a plus que 60 % d'agents relevant de la fonction publique, chiffre qui ne fait que diminuer au fur et à mesure des départs en retraite et des remplacements par des CDI de droit privé.

Observations

Il n'est jamais dit dans le débat que les problèmes sociaux (temps de travail annuel, avantages sociaux, âge de la retraite, salaires nets, montant de la retraite, cotisations salariales et patronales, etc.) forment une intégrale et c'est seulement cette intégrale qui peut faire l'objet de comparaisons entre secteurs et entreprises. Ainsi, le prolo des secteurs publics touche plus que celui du privé sur la totalité de l'intégrale et même sur les éléments de ladite intégrale. Est-ce injuste? En différentiel à niveau égal de qualification, certainement. Mais ce serait oublier que dans le secteur privé le capital (mondialisation aidant et effondrement du socialisme, collectiviste ou non) a réussi à créer des conditions de plus en plus désavantageuses pour le salariat (les salaires nets réels ont baissé de 20 % en 20 ans aux USA; et l'Europe en prend le chemin en instaurant une concurrence démentielle entre ses 27 pays). Si injustice il y a, sa réparation consisterait plutôt à élever le niveau du privé sur celui du public. Si la comparaison sur l'intégrale et domaine par domaine avantage les prolos déqualifiés du secteur public, c'est le contraire pour les techniciens et encore plus pour les cadres. Et cela

d'autant plus qu'ils touchent davantage de primes non intégrées dans les cotisations sociales de retraite.

Les libéraux reprochent aux salariés des régimes spéciaux de vivre plus vieux que les autres à cause de leurs généreuses retraites. C'est inexact: leurs records de vieillesse viennent de ce que les régimes spéciaux ont des comités d'entreprise qui font de la médecine préventive et rendent les soins bien moins chers à cause de leurs mutuelles, de ce que la médecine du travail n'y est pas encore inféodée au patron et de ce qu'on ne peut encore (ça change à la vitesse V, notamment à La Poste) y faire suer le burnous comme dans le privé financiarisé et mondialisé.

Les libéraux prétendent que le régime général finance les régimes spéciaux. C'est faux: la CNIÉG (Caisse nationale de retraite des industries électriques et gazières, créée en 2004) a versé 5,7 milliards au régime général en 2005 et n'a reçu que 3,1 pour le versement des retraites. Mais ça changera à l'avenir pour globalement s'équilibrer.

Le vrai problème est celui de l'ensemble des retraites, du partage de la valeur ajoutée entre salariat et patronat (la part du salariat est descendue de 65,7 % en 1978 à 54,2 en 2004), de la répartition des charges entre les générations, etc. Le problème est celui de la justice qui ne consiste pas à niveler par le bas mais à hisser tout le monde vers le haut.

Je n'étais pas missionné sur cette généralité par mes mandants du Monde Libéraire. Cependant, j'ai dû quand même ici procéder à quelques connexions car les facettes des problèmes versus régimes spéciaux ou version régime général ont des « accointances ».

J.L.

DU CHARBON POUR LES BRAISES - RÉFLEXIONS CROISÉES SUR

les retraites



Éditions du Monde Libéraire - Alternative Libéraire

Des chiffres contre le cliché

« Chômeurs = Feignants »

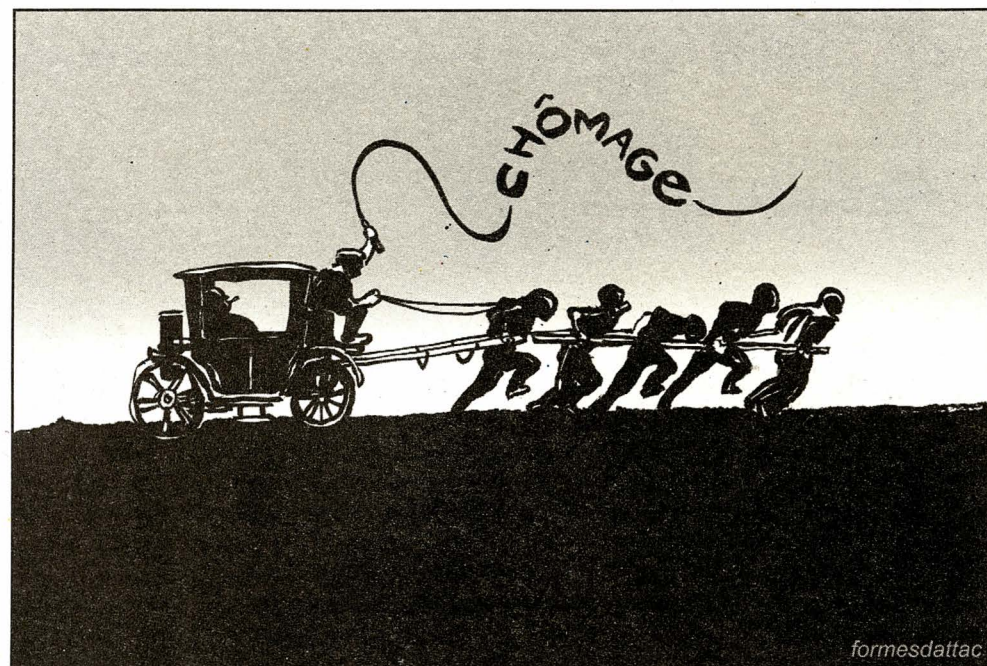
Patrick Schlindler

Militant au groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste.

SELON L'ACDC¹, depuis le durcissement des contrôles vis-à-vis des chômeurs en 2005, on assiste à une explosion de sorties des listes de l'ANPE. Évidemment, celle-ci ne correspond pas à autant de reprises d'emplois. Trois catégories de chômeurs non inscrits augmentent en permanence. Les « radiés », suite à des sanctions administratives, les « déboutés », qui ont perdu le droit à l'indemnisation et ne voient pas l'intérêt de rester inscrits et, enfin, les « dégoûtés », qui ne supportent plus les convocations répétées de l'ANPE/ASSEDIC et sont revenus des offres précaires.

Le nouveau métier porteur : détourneur de chiffres

Officiellement, le chômage recule ! Le nombre total d'inscrits à l'ANPE aurait chuté de 350 000, entre fin 2005 et fin 2006². Cependant, l'ACDC (données de l'ANPE et du ministère de l'Emploi à la clé) prouve que la décrue du nombre d'inscrits ne résulte pas d'une augmentation des retours vers l'emploi, mais plutôt des conséquences du plan de « cohésion sociale » et du « suivi mensuel personnalisé », qui ont surtout incité nombre de chômeurs à ne pas se réinscrire. Les chiffres sujets à caution sont ceux de l'ANPE. En effet, entre septembre 2004 et septembre 2006, le taux de sorties des listes a bondi de 14,5 % à 16,8 %. Il n'a jamais été aussi élevé et la faible croissance de l'emploi ne permet pas de l'expliquer. Pour la première fois de son histoire, l'Insee tarde à publier ses propres chiffres : le taux d'embauche dans les entreprises a très peu augmenté en 2005³, alors que les sorties de l'ANPE ont explosé. Mais, que deviennent les chômeurs « sortis » ? L'enquête réalisée par l'ACDC montre que leur choix correspond, de plus en plus, à



des motifs autres que la reprise d'un emploi. De 2004 à 2006, leur nombre a augmenté de plus de 6 % et presque atteint le demi-million. Les reprises d'emploi sont, pour l'essentiel, des emplois précaires (CDD, intérim, emplois aidés...), le nombre de reprises en CDI n'augmentant pratiquement pas. Quant aux sorties vers des formations, elles chutent fortement, par suite du désengagement de l'État⁴.

Multiplication des radiations et sanctions administratives

Entre 2004 et 2006, les sorties de l'ANPE pour « non renouvellement motivé » ont connu une forte augmentation : + 31 %. Il s'agit, principalement, de chômeurs qui ont épuisé leurs droits et ne voient plus l'intérêt de rester inscrits alors qu'aucun emploi correspondant à leur qualification ne leur a jamais été proposé. En 2006, chaque mois, plus de 9 000 chômeurs déclarent avoir été radiés des listes, contre 6 700 en 2004, soit une hausse de + 39 %. Les offres qu'ils se sont vus proposer, sans rapport avec leur métier, proviennent des secteurs du bâtiment, des services aux particuliers et de l'industrie agroalimentaire. Enfin, le nombre de « chômeurs dégoûtés » traduit une fuite devant un service public, que l'administration tend à transformer « d'un outil pour aider les demandeurs d'emploi, en une machine à les discipliner ».

Stigmatisation et culpabilisation : double peine pour les chômeurs

Au fil des années, la restriction de leurs droits à l'indemnisation s'accompagne d'un renforcement des contrôles⁵. Le discours sur « les profiteurs et les faux chômeurs » est celui d'un fantasme néolibéral, qui vise à obliger les chômeurs à accepter n'importe quel emploi. Ce qui participe activement à la dégradation des conditions de travail pour toutes et tous. Dans une fiche technique, l'ACDC montre la vérité qui se cache derrière le terme employé par l'ANPE « d'absences aux contrôles » : ces dernières sont souvent causées par la négligence des agents et la méconnaissance des droits. Pourtant, plus le chômage de masse s'enracine, plus les chômeurs sont montrés du doigt et la responsabilité reportée sur l'individu en général, et le chômeur en particulier. L'opinion publique est abreuvée d'articles et d'anecdotes sur « les abus et les fraudes » des chômeurs, qui passeraient leur temps à refuser des offres d'emploi, en particulier celles non pourvues de l'ANPE. Pourtant les études affirment le contraire. En réalité, comme en témoignent des conseillers syndiqués ANPE Île-de-France, « les offres qui ne sont pas satisfaites sont très rares et, quand cela arrive, c'est que les conditions de travail et les salaires ne sont pas acceptables ». Sur son site, l'ACDC publie également une série de témoignages instructifs⁶. Le décrochage entre les enquêtes sur l'emploi et les chiffres de l'ANPE



consiste, principalement, en la non prise en compte de nouveaux facteurs comme la création depuis mi-2005, des CRP et des CTP⁷. Les autres causes sont les « bascules automatiques sur des emplois aidés », repérées par des rapprochements de fichiers, ainsi que le retard constaté dans les relances auprès des chômeurs, qui n'actualisent pas leur situation assez vite. Sans parler de la maladie, qui exclue des statistiques. De toute façon, être malade ou se lever tard est stigmatisé par le nouveau discours libéral; alors que la réalité est qu'il y a de moins en moins de propositions de postes en CDI. On voudrait précariser l'emploi et préparer les esprits au « contrat unique » qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Quand le Medef et son Sarkopen nous entonnent le nouveau credo de la France qui travaille et des braves travailleurs qui se lèvent tôt, ils oublient simplement leur jeune progéniture qui, à la même heure, à Neuilly, va se coucher, leurs fragiles narines trop encombrées de la « farine » achetée avec l'argent de papa-maman. Mais eux n'ont pas à se poser de questions, puisqu'ils possèdent déjà, en viager, leur patrimoine! **P.S.**

1. Le collectif ACDC « Les autres chiffres du chômage » rassemble les associations Réseau d'alerte sur les inégalités, ACI, MNCP et les syndicats SNU-ANPE, Sud ANPE, CGT Insee.

2. DEFM de catégorie 1.

3. Les données 2006 ne sont pas encore disponibles, mais n'infirmes certainement pas ce constat.

4. L'essentiel des offres concernent aujourd'hui des formations brèves financées par l'ASSEDIC, visant l'adaptation aux métiers dits en tension (BTP, hôtellerie-restauration...) et réservées aux allocataires de l'assurance chômage.

5. Ce thème fera l'objet de la note ACDC n° 3.

6. L'ensemble de l'enquête est disponible sur le site acdc2007.free.fr

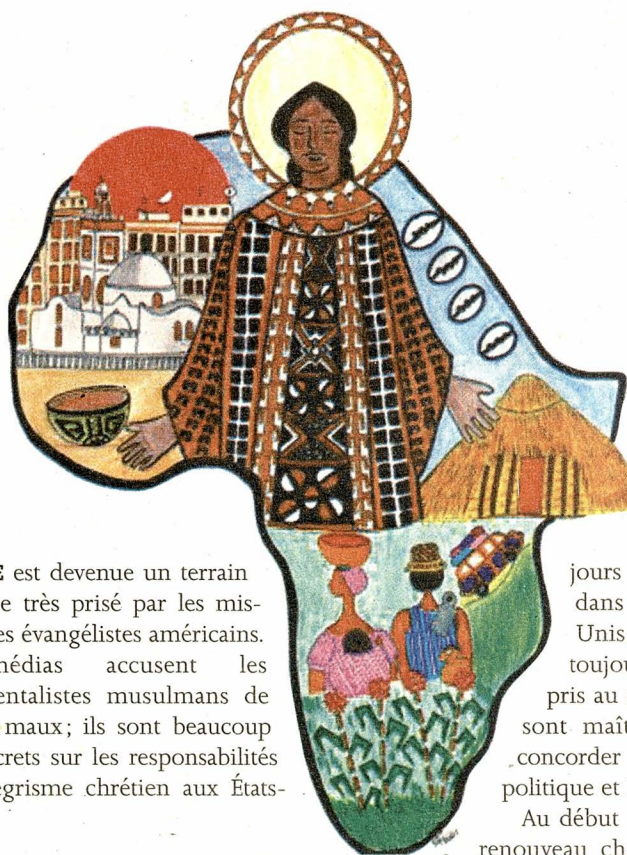
7. Conventions de reclassement personnalisé et Contrats de transition professionnelle.

Les évangélistes américains

à la conquête de l'Afrique

« Depuis 2000 ans Jésus se venge sur nous de n'être pas mort sur un canapé. »

Cioran



L'AFRIQUE est devenue un terrain de chasse très prisé par les missionnaires évangélistes américains. Les médias accusent les fondamentalistes musulmans de tous les maux; ils sont beaucoup plus discrets sur les responsabilités de l'intégrisme chrétien aux États-Unis.

Les faiseurs de miracle

Quelque part dans un quartier périphérique d'une grande ville africaine, où s'entassent des milliers de miséreux. Sur une place publique, la foule chante et se dandine en cadence. Sur une tribune, un pasteur américain entouré de ses acolytes autochtones lève les bras au ciel et s'écrie: « Démon, je vous ordonne de sortir de ces corps, au nom de Jésus-Christ! »

Une femme tombe en transe et se roule par terre en hurlant. Une autre, en pleurs, monte sur la tribune en portant une fillette dans les bras. « Ma fille était aveugle, elle est guérie! » et la foule en délire s'écrie « Alléluia! Alléluia! »

Ce genre de scène est devenue monnaie courante un peu partout en Afrique.

Aux sources

La religion, le capital et le pouvoir ont tou-

jours fait bon ménage partout dans le monde. Aux États-Unis, la religion est depuis toujours omniprésente, y compris au sein de l'État. Les Yankees sont maîtres dans l'art de faire concorder la religion, le business, la politique et le folklore.

Au début du xx^e siècle, apparaît le renouveau charismatique, un courant mystique, conservateur et ultralibéral. Mais c'est dans les années 1970 que le mouvement prend une ampleur énorme, avec le phénomène du born again, c'est-à-dire, naître de nouveau: le néophyte est sensé vivre une nouvelle vie.

George W. Bush en fit l'expérience à 40 ans, alors qu'il picolait dur. Il est converti par le célèbre pasteur baptiste Billy Graham. Il renonce au litron. Il va désormais consacrer sa vie au Christ et à l'Amérique.

Le célèbre prédicateur Pat Robertson, fondateur de la puissante Christian Coalition et ex-patron de la chaîne évangélique The Family Channel, dit de Bush: « Peu importe ce qu'il fait, bien ou mal, Dieu le soutient » et encore « il n'y aura jamais de paix mondiale avant que la maison de Dieu et le peuple de Dieu n'assument leur rôle de leadership à la tête du monde ».

Il s'agit non seulement de convertir l'Amérique, mais aussi le monde. L'Afrique, qui regorge d'âmes et de matières premières à gagner, est particulièrement visée.

Impérialisme culturel

Les missions évangéliques américaines se sont multipliées en Afrique: luthériens, baptistes, pentecôtistes, presbytériens, méthodistes, adventistes...

Au Kenya, par exemple, le nombre d'églises évangéliques a pratiquement doublé depuis 2000, passant de 20 000 à 38 000. Au Gabon, il y en a plus de 1 070 contre une soixantaine en 1992. En RDC, elles possèdent une bonne dizaine de chaînes de télévision.

En Afrique, les missionnaires sont médecins, vétérinaires, ingénieurs, enseignants, entrepreneurs... Ils opèrent sous couvert de projets de développement. Mais leur véritable objectif est de sauver des âmes (de quoi?) et de servir les intérêts des USA en Afrique. Entre autre, évincer la présence française jugée gênante par Washington. Et surtout, s'opposer à l'Islam.

L'obsession des missionnaires, en effet, est de convertir des musulmans. L'université internationale de Columbia, en Caroline du Sud, forme des missionnaires de choc dans le but précis de « liquider l'Islam ». Ces missionnaires, endoctrinés jusqu'au fanatisme, sont prêts à mourir en martyr. On les envoie en Afrique et dans les pays arabes, y compris en Irak.

Les évangélistes sont très actifs au Maghreb, notamment chez certaines minorités ethniques (Kabyles, Berbères), traditionnellement plus ou moins réfractaires à l'arabité, dans le but d'attiser des sentiments anti-arabes. De même, certaines ethnies d'Afrique noire, telles les Peuls, sont particulièrement visées par l'évangélisation à cause de leur importante répartition géographique.

L'action évangéliste est fortement soutenue par le gouvernement des USA, notamment le Congrès et la CIA. Les populations ciblées sont essentiellement les plus démunies: on les attire par des promesses d'argent, de soins médicaux, de visas pour l'étranger, de soutiens scolaires. Ventre affamé n'a pas d'oreilles. La vieille imagerie populaire figure le diable proposant aux hommes ses services en échange de leurs âmes; n'est-ce pas exactement ce que font les évangélistes?

Le choc des civilisations

Pendant longtemps, il n'y eu pas, en Afrique, d'activités missionnaires islamiques organisées. Ce qui n'empêche que le nombre de convertis était très élevé. L'Islam africain a toujours été modéré et tolérant. Généralement, musulmans et chrétiens vivaient en paix. Mais à partir des années 1980, le prosélytisme des

églises évangéliques en zones islamisées va inévitablement provoquer la réaction des fondamentalistes musulmans. Alors, des groupes salafistes sillonnent l'Afrique prêchant un Islam pur et dur, cependant que les pays arabes financent à coup de millions de dollars la construction de mosquées, écoles coraniques et instituts islamiques dans des contrées où règnent la misère et l'ignorance.

Évangélistes et salafistes inondent l'Afrique de leur littérature. Les premiers se sont spécialisés dans la traduction en langues vernaculaires de leurs ouvrages, tandis que les seconds se contentent de traduire en français ou en anglais des livres et pamphlets d'une médiocrité intellectuelle au moins égale à celle de leurs concurrents. J'ai lu un jour un de leurs livrets, intitulé *la Religion de vérité*. L'auteur y dresse une liste des « ennemis de l'Islam », mettant dans un même panier juifs, communistes, missionnaires chrétiens, francs-maçons... et même chiites!

La concurrence attise souvent des tensions, qui parfois tournent mal: ainsi, au Nigeria, il y a quelques années, des affrontements entre musulmans et chrétiens ont fait des centaines de morts. Car tel est l'objectif visé par les fanatiques de Washington: créer un peu partout des foyers de discorde et de tensions, activer le choc des civilisations, déstabiliser et affaiblir les pouvoirs en place, pour mieux dominer.

Conclusion

La Bible est sans doute le livre le plus dangereux du monde. Ce recueil de légendes, d'invéraisemblances, d'aberrations, a toujours été un terrible instrument de domination mentale.

En Afrique comme partout ailleurs, la misère et la détresse humaines ont toujours constitué le terreau idéal pour le christianisme. Quand l'homme, aussi fruste soit-il, n'en peut plus de souffrir ou de galérer comme une bête, il en vient à se poser des questions sur le sens de son existence. Alors, il devient une proie facile pour les évangélistes. « Tu es dans la merde parce que tu es le fruit du péché, mais Jésus t'aime, il est mort pour toi, et il peut te sauver et changer ta vie, si tu l'acceptes. »

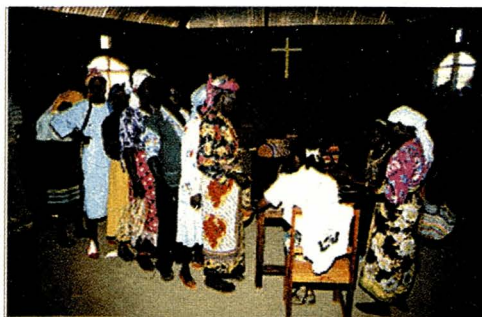
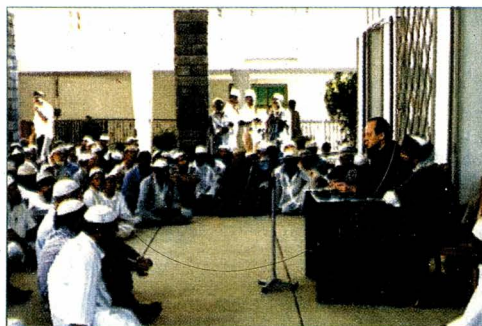
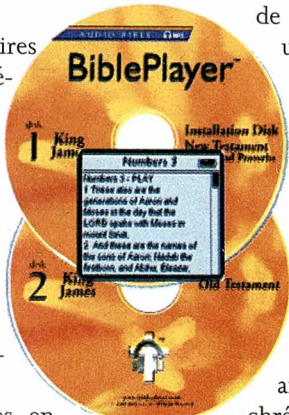
Culpabilisation, infantilisation, mystification, manipulation. La force du christianisme réside surtout dans le fait qu'il vise l'individu dans ce qu'il a de plus vulnérable.

« Culture de mort, culture de haine, culture de mépris et d'intolérance... », dit Michel Onfray.

J'ajouterai: culture de la peur.

Darian Brubonde

Militant au groupe Gaston Couté
de la Fédération anarchiste



Dommmages collatéraux

SUR LE SITE RENAULT.COM, on trouve ceci: « Renault Contrat 2009 est un plan de croissance dont l'ambition est de positionner durablement Renault comme le constructeur automobile généraliste européen le plus rentable. [...] Renault Contrat 2009, c'est toute l'entreprise mobilisée autour de 3 engagements que sont: La qualité Le profit La croissance [...] Placer la future Laguna parmi les trois premiers modèles de sa catégorie en qualité de produit et en qualité de service. [...] Le profit est la seule manière de mesurer le succès du plan. ¹ » Le profit, c'est chouette!

En mai dernier, Patrick Pélat, directeur général-adjoint de Renault, se réjouissait de « la démocratisation du management par le profit. » ² Par là, il faut entendre « l'ensemble des décisions prises pour optimiser les profits de l'entreprise. » Le profit, c'est super chouette!

Quelques mois plus tard, on pouvait lire: « Longtemps cité comme modèle social, Renault se voit aujourd'hui montré du doigt après le troisième suicide d'un salarié de son technocentre de Guyancourt (Yvelines), qui a conduit le Parquet de Versailles à ouvrir une "enquête pénale" sur les conditions de travail. » ³ Là, c'est moins chouette! Un peu embarrassée, la direction du groupe déclarait que le « troisième suicide » en quatre mois d'un salarié « nous pose beaucoup d'interrogations et renvoie chacun à sa part de responsabilité ». Se poser des questions, n'est-ce pas le début de la sagesse? Grand seigneur, mais partageux, Antoine Lepinteur, DRH du technocentre précisait docement: « C'est un échec collectif, pour nous, direction de l'établissement, mais aussi pour les organisations syndicales et tous les collègues. » Dans certaines circonstances, Freud est toujours le bienvenu;

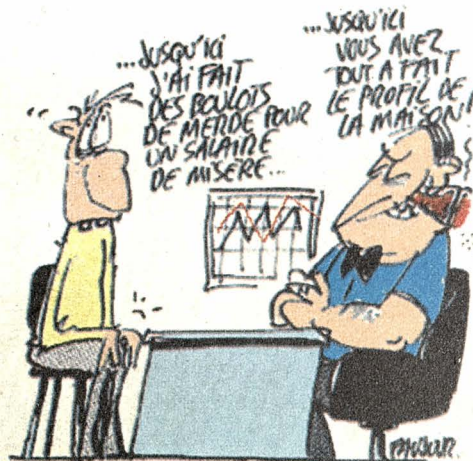
on suggéra donc en douce d'embarquer les épouses dans la galère: « Évitions tout amalgame: le suicide est toujours le résultat d'une situation personnelle complexe; il est difficile de faire des conclusions hâtives sur ses causes. » ⁴

On aurait pu raisonnablement s'attendre à ce que les candidats à la présidence de la République se lèvent tous d'un bond, mais sans doute frappés de stupeur par tant de deuils à assumer, ils sont restés sans voix. Pendant que des ouvriers se suicidaient, ils discutaient ailleurs, sur une autre scène, celle du théâtre médiatico-politique.

À la fête de la Rose de Frangy-en-Bresse, le 20 août 2006, Ségolène Royal déclarait: « La conviction profonde que nous portons, c'est que la motivation au travail et l'efficacité économique exigent des salariés bien formés et bien payés, respectés et protégés, assurés de la dignité de leur métier et de la sécurité de leur revenu, et certainement pas l'inverse! C'est cela défendre la valeur travail. » ⁵ Touché par la même grâce toute marxiste, comme en écho, Nicolas Sarkozy insistait: « La crise morale française porte un nom: c'est la crise du travail. [...] Le travail crée le travail. Il faut donc récompenser le travail... » Ce thème le taraude tant et si bien depuis si longtemps: « Mais si nous mettons le travail au centre de notre projet social, notre rôle est aussi d'encourager les mécanismes qui permettent d'associer les salariés aux bonnes performances des entreprises. [...] Pour que les règles du jeu soient acceptées par tous, il faut que chacun ait le sentiment qu'il y trouvera son compte. » Devant tant d'éloquence, les ouvriers s'en sont tous retournés... dans leur tombe. Leur compte est réglé.

S'il existe un malentendu, celui-ci n'est qu'apparent. En réalité, si les candidats à la magistrature suprême s'interrogent sur le travail, c'est sur le travail en général; les conditions réelles et concrètes du travail sont bien trop particulières, trop vulgaires, pour ceux qui prétendent représenter l'intérêt général. Il convient donc d'apprécier ces trois suicides comme simples dommages collatéraux.

Les heureux candidats ont-ils songé à attribuer la médaille du travail à titre posthume aux malheureux morts? Ils ne voudraient pas empiéter sur les prérogatives



du ministre du Travail en poste. Étaient-ils prêts à faire un geste fort? Sans doute, mais ils sont si respectueux de la loi qu'ils s'obligent à attendre les résultats de l'enquête diligentée par le parquet de Versailles. À bon entendeur, on adresse son salut! Pour rendre un jugement équitable, les juges ont déjà une source d'inspiration: dans le J. O. du 9 janvier 2007, on pouvait lire que « Par décret du président de la République en date du 9 janvier 2007, sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M^{me} Évelyne Verdelet, épouse Collomp, conseiller à la Cour de cassation, est nommée président de chambre à ladite cour. » Précision. Avant de devenir président de la chambre sociale de ladite cour, l'éminente juriste était président de la chambre commerciale de la même Cour. Valse. Récemment promu membre du conseil constitutionnel, Guy Canivet, alors président de la cour de cassation, écrivait: « Il faut que les juges de cassation soient capables d'intégrer l'analyse économique dans le raisonnement juridique. » Le droit, c'est chouette!

Gilbert Molinier



1. http://www.renault.com/renault_com/fr/main/10 GROUPE RENAULT/30_Strategie/05_Renault_contrat_2009/Engagements/index.aspx

2. C. Gautier, « L'Ingénierie de Renault est au meilleur niveau », in le Figaro, 4 mai 2006.

3. 20 Minutes.fr avec AFP, 21.02.07, 18h01.

4. S. Faure, « Ces suicides qui inquiètent Renault. Trois morts en quatre mois à Guyancourt. Le parquet ouvre une enquête préliminaire », in Libération, 21 février 2007.

5. C. Guélaud, A. Leparmentier et P. Ridet, « M. Sarkozy: "Il faut que les Français en aient pour leur argent" », in le Monde, 22 janvier 2007.

À qui profite la catastrophe ?

Comment les riches détruisent la planète

« Les gestionnaires actuels n'ont aucun intérêt à laisser modifier un système social, politique et technique qui leur est grandement profitable. » (Michel Bounan)

« Naïvement, nous pensons que la catastrophe écologique à venir est redoutée par les hyper-riches. [...] Mais non. Ils la souhaitent, ils aspirent à l'exacerbation, au désordre, ils jouent à se rapprocher toujours plus de la limite invisible du volcan, ils jouissent de l'excitation que procure un comportement si évidemment asocial. » (Hypothèse d'Hervé Kempf)

Caroline Granier

Groupe La Rue de la Fédération anarchiste

L'hypothèse de la catastrophe devient réaliste

Comment les riches détruisent la planète: le titre résume bien le propos de ce livre d'Hervé Kempf paru en janvier aux éditions du Seuil. C'est un cri d'alarme, accablant: on consomme davantage de ressources écologiques que la planète n'en produit. Les écosystèmes ne pouvant plus répondre aux demandes des générations futures, on peut craindre un seuil au-delà duquel des phénomènes irréversibles s'enclencheront. Et avec cette crise écologique, c'est toute la civilisation qui est menacée, car le changement climatique n'est qu'un volet de la crise globale, qui se manifestera (ou se manifeste déjà) par des épidémies, des migrations, un chômage toujours plus élevé, des guerres, etc. Et l'auteur de nous démontrer point par point quel est le désastre écologique annoncé, ses causes, et les seules solutions possibles pour le limiter.

S'ensuit la question suivante: pourquoi rien ne change? Balayant d'une phrase le leurre du « développement durable », il affirme que si rien ne bouge, « c'est parce que les puissants de ce monde le veulent » – diffusant pour cela une idéologie dominante (la croissance), relayée complaisamment par les médias. Et il le prouve, rappelant au passage que la misère augmente et se mondialise, que les inégalités progressent, au profit d'une oligarchie mondiale. Mais pour réduire la pauvreté, il n'y a qu'une solution: « abaisser les riches ».

S'appuyant sur les travaux d'un économiste trop peu lu, Thorstein Veblen et sa *Théorie de la classe de loisir* publié en 1899 aux États-Unis, l'auteur montre de quelle façon les puissants de ce monde déterminent les modes de vie de leur époque et poussent à la consommation. Dans un chapitre qui serait hilarant si les conséquences n'en étaient tragiques, il nous décrit comment les « ploutocrates » dépensent leur argent. Or les besoins ne sont pas infinis... et ce sont les pauvres qui subissent prioritairement les effets de la crise écologique. Nous sommes entrés dans un monde où le rendement augmente sans cesse et pourtant les masses laborieuses travaillent plus que jamais, car le besoin de consommation peut être étendu à l'infini. L'auteur préconise donc la « décroissance des biens matériels », seule solution capable d'éviter l'épuisement des ressources terrestres. Pour Veblen, déjà, « la croissance n'est pas la solution ».

Évidemment, à la fin de la lecture, on se demande: que faire? La solution proposée par Kempf dans une boutade paraît assez timide: instaurer un « RMA » – revenu maximal admissible... L'essentiel n'est pas là, mais dans l'affirmation de la nécessité de renverser le rapport de forces. Et il y a urgence, car le risque est grand: « La ruse de l'histoire serait même qu'un pouvoir autoritaire se targue de la nécessité écologique pour faire accepter la restriction des libertés sans avoir à toucher à l'inégalité ».

Crises écologique et sociale : deux facettes d'un même désastre

Rien de bien nouveau, sans doute, pour les lecteurs et lectrices du *Monde libertaire*, sauf que Kempf aborde tous ces sujets (épuisement des ressources planétaires, catastrophes écologiques, inégalités sociales, répression des pauvres, surveillance intégrale, attaques contre les libertés publiques...) en les mettant en relation. Il a le mérite d'articuler avec talent « la préoccupation écologique » « à une analyse politique radicale des rapports actuels de domination ». Dans une démonstration logique et implacable, il montre comment l'oligarchie dominante n'a plus besoin de la démocratie, cherche à se débarrasser des libertés publiques et édicte l'état de guerre permanent contre les pauvres.

Une telle approche transversale est originale et, qui plus est, dans un petit bouquin (148 pages, avec des références claires), écrit dans une langue claire et s'appuyant sur des faits précis, loin de toute polémique.

Rares sont en effet les analyses qui allient pensée écologique et pensée sociale – sauf (trop rarement encore!) dans les colonnes du *Monde libertaire*. Et ne parlons même pas du petit monde de la politique française, où la croissance et le productivisme ne sont (presque?) jamais remis en cause. On ne peut que regretter l'absence de pensée écologiste authentique chez les militant.e.s d'extrême-gauche, et le manque de perspective sociale chez les partisan.e.s de la décroissance – sans parler de ceux



que Kempf nomme les « écologistes niais » (« Candides camarades, il y a de méchants hommes sur terre. Si l'on veut être écologiste, il faut arrêter d'être benêt »!) Son livre est un double appel: « aux écologistes, de penser vraiment le social et les rapports de force, à ceux qui pensent le social, de prendre réellement la mesure de la crise écologique qui conditionne aujourd'hui la justice ».

« Et renaît l'envie de refaire le monde... »

Certain.e.s, peut-être, diront que l'auteur n'est pas révolutionnaire: sans doute, mais qu'importe puisque son propos l'est! Actuellement journaliste au Monde – qu'il épingle au passage –, Kempf s'est spécialisé depuis plus de vingt ans dans l'écologie. C'est une des forces de ce livre: l'auteur n'était pas un convaincu d'avance, juste un journaliste honnête qui fait son travail et qui tire les conclusions qui s'imposent des faits qu'il recense. Un esprit logique, en somme, et libre.

Certainement, tout le monde pourra s'y retrouver: des militant.e.s d'ATTAC, qui y verront un appel à taxer les capitaux, aux anarchistes pour qui seule une révolution sociale pourrait changer l'ordre des choses. Et si l'auteur n'appelle pas à la révolution, il n'en reste pas moins que son livre met à l'ordre du jour deux messages clairs: partage des richesses et décroissance des biens matériels. Le tout avec des références utiles, un peu d'optimisme, et pas mal d'humour. Alors ne boudons pas notre plaisir et sautons sur l'occasion de lire et faire connaître ce livre, en espérant que le message soit entendu dans des cercles plus larges que les milieux rouges et verts.

Et pour ceux et celles qui souhaitent prendre du recul, il y a l'excellent dernier ouvrage de Michel Bounan, *la Folle Histoire du monde* (paru en 2006), qui, sur le même thème, propose une approche différente, annonçant lui aussi « une guerre civile à l'échelle de notre mondialisation moderne » et – ce qui n'est pas fréquent chez Bounan – conclut également sur une note, sinon optimiste, du moins pas totalement désespérée.

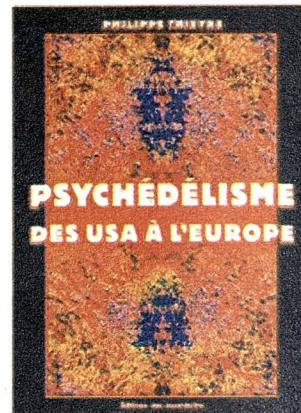
Et comme « un révolutionnaire ne peut pas poser des limites à son désir de lucidité » (selon les mots de Castoriadis, dans *l'Institution imaginaire de la société*, cité sur le site internet des Renseignements Généraux), c'est là le genre d'ouvrage que tout.e militant.e se doit d'avoir en mains.

C. G.

Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, le Seuil, 2007, 148 p., 14 euros.

Michel Bounan, *la Folle histoire du monde*, édition Allia, 2006, 153 p., 9 euros.

Précis d'aventure psychédélique



PHILIPPE THIEYRE n'est pas un inconnu des lecteurs parisiens. À deux pas des Halles, il a participé pendant des années au collectif de la célèbre librairie Parallèles et créé là, avec d'autres sympathiques fous d'expériences et de liberté, les éditions du même nom. Les connaisseurs ont tous lu ses articles dans la presse spécialisée ainsi que sa passionnante *Encyclopédie du Rock psychédélique américain*, ouvrage resté aujourd'hui sans équivalent. Depuis deux ans, l'homme s'est retiré à Rochefort-sur-Mer, en Charente-Maritime où il mène, avec sa compagne Danielle, une existence moins débridée mais toujours aussi active puisqu'on lui doit la création du festival de musique acoustique de Rochefort en accords, qu'il anime avec Karel Beer, une autre figure de proue du folk et rock, festival unique en son genre et qui a été salué par la presse nationale et internationale comme le festival le plus intéressant et le plus inattendu depuis, tenez-vous bien... Woodstock!

Voilà pour l'homme. L'œuvre est du même acabit. Thieyre, c'est un peu l'incarnation de l'esprit psychédélique, un courant culturel d'une importance considérable parce que totalement imprégné de pensée libertaire. On a tout dit et tout écrit sur le psychédélie, principalement le pire et surtout n'importe quoi. Il n'est heureusement jamais trop tard pour remettre les pendules à l'heure, mais pour cela, il ne suffit pas d'une sérieuse dose de passion, car même les mouvements les plus débridés ont une histoire, et sans rien connaître de cette histoire, on ne peut rien comprendre d'essentiel au sens d'un grand mouvement aussi novateur que celui-ci. Ce livre est précieux à bien des titres parce qu'il retrace avec une précision quasi chirurgicale la naissance d'un mouvement qui, après cinquante années d'existence en dents de scie, n'a rien perdu de sa vigueur. Dans cet ouvrage, Philippe Thieyre répertorie les faits et les événements qui ont propulsé au premier plan pendant une dizaine d'années en France le mouvement le plus déroutant de la seconde moitié du siècle précédent. Il y est évidemment question des grands prédécesseurs. Car le psychédélie et la culture du trip à l'acide (LSD) sont curieusement le résultat d'une

coïncidence de faits souvent étrangers à la culture hippie proprement dite, et c'est vrai que l'on ne peut vraiment saisir le sens de cette extraordinaire révolution culturelle sans aller jeter un coup d'œil vers ses référents les plus inattendus, comme par exemple Alice (non Cooper, mais au Pays des Merveilles) ou le Hermann Hesse du *Loup des Steppes*. On découvre que finalement le grand mérite de cette génération aura été de vivre ces expériences hallucinatoires dont l'intérêt fut vanté par les plus grands écrivains (de Rabelais à Baudelaire jusqu'à Huxley, Ginsberg, W. S. Burroughs et autres) mais dont l'exploration n'avait auparavant jamais connu pareille ampleur. Sans nostalgie, ce fut une sacrée période et l'on ne peut douter que grâce à ce livre remarquablement illustré d'affiches inédites en France (sauf pour certains collectionneurs), les jeunes qui n'ont pas eu la chance de connaître ces années et les moins jeunes qui ont eu celle de s'y risquer, trouveront amplement de quoi satisfaire leur nostalgie ou leur curiosité, car contrairement à la plupart des publications qui jouent sur l'effet visuel au détriment de l'information, le livre de Philippe Thieyre est un vrai filon d'or psychédélique. Oui, c'est un peu Noël après Noël, un peu de ciel bleu sur un univers de glace et de métal, un peu de vraie grandeur sur une humanité de plus en plus petite. Et bon sang, ce que ça fait du bien!

Claude Margat

Note: Parallèlement à la parution du livre se déroule actuellement à la médiathèque de la Corderie royale à Rochefort une superbe exposition de plusieurs centaines de pochettes de 33 tours et d'affiches de l'époque en référence desquels sont proposés des enregistrements sur MP3. De quoi se replonger dans l'atmosphère et oublier un moment la domination des petits cols blancs et des gros reds-necks.

Philippe Thieyre, *Psychédélie des USA à l'Europe*, éditions des Accords/Iro, diffusion Court-circuit, 39 euros (300 superbes illustrations).

« Le liseur »

À L'HEURE OÙ Bernhard Schlink sort un nouveau roman, intitulé le Retour, je vous conseille de lire le Liseur, sorti en 1996.

Un adolescent allemand, en rentrant de l'école, pris de vomissements est secouru par une femme d'une trentaine d'années. Une liaison s'installe entre eux, amicale, tendre et sexuelle, telle qu'en sera bouleversé le garçon tout au long de sa vie. Pendant leur relation, Michael fait la lecture à Hanna et cela devient un rituel, puis leur liaison bat de l'aile quand l'adolescent rencontre des jeunes filles plus en rapport avec son âge et qu'Hanna disparaît de la ville sans explication.

Suivant des études de droit, Michael est amené à assister à un procès. Il s'agit pour l'Allemagne de faire son mea-culpa sur les années du nazisme et le procès en question est celui de plusieurs femmes qui sont accusées d'avoir enfermé des Juifs dans un camp et de ne pas les avoir libérés alors que le camp prenait feu et qu'elles possédaient les clés. Parmi les femmes accusées, se trouve Hanna.

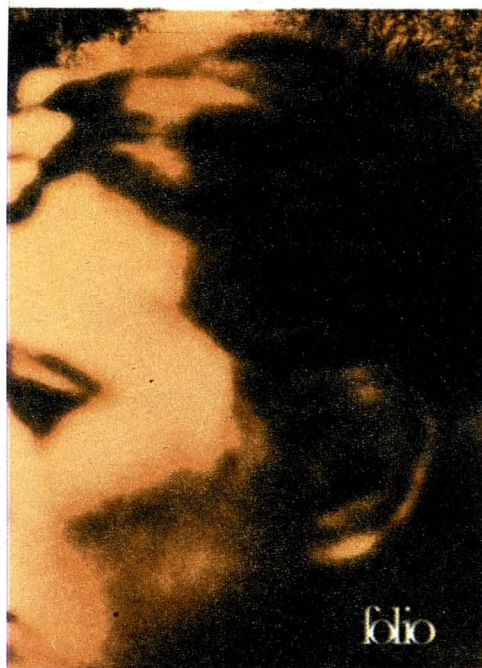
Dès lors, Michael va se rendre chaque jour au procès. Il suit tous les débats avec attention et s'aperçoit bien vite que les co-accusées d'Hanna chargent celle-ci le plus qu'elles peuvent pour tenter de se disculper. Hanna ne se

défend pas ou si mal que Michael ne peut s'empêcher d'analyser la situation et de revivre les moments qu'il a passés avec elle auparavant et d'en déduire au bout d'un certain temps qu'Hanna ne sait pas lire, ce qui l'amène à mal se défendre. Perplexe, il se dit qu'il ne peut la laisser s'enfoncer dans cette voie et voudrait informer les juges de cet état, mais auparavant il en parle à son père, et celui-ci lui conseille de ne rien dire. Si Hanna ne se défend pas et si elle n'explique pas qu'elle est illettrée, est-ce à lui, Michael, de le faire? En d'autres termes, doit-on faire le bien des gens contre leur gré? Telle est donc la question de ce livre.

Je ne vous raconterai pas la suite, puisqu'il ne s'agit pas ici de dévoiler l'intrigue du bouquin, mais simplement je vous conseillerai de lire cet ouvrage, surtout en cette période électorale, afin de savoir si vous, vous aimeriez que l'on fasse votre bonheur malgré vous, comme le veulent tous nos politiques.

Une autre question est sous-entendue dans ce livre: si l'on est inconscient du mal que l'on fait, en est-on coupable? Certes Hanna savait que ce qu'elle faisait était mal, mais elle ne mesurait pas l'ampleur de ses actes et l'auteur nous décrit une personne à laquelle on s'attache malgré tout.

Bernhard Schlink Le liseur



L'ouvrage, de toutes façons, est très moral, puisque Hanna va payer au prix fort pour le rachat de ses fautes.

Schinguel

Débat sur la décroissance libertaire !

EFFET DE SERRE, disparition accélérée d'espèces animales et végétales, destruction des écosystèmes, telles sont les conséquences de la surexploitation des ressources de la planète.

Ce constat est accablant et pourtant il n'empêche pas l'ensemble de la classe politique et ses serviteurs de braire en cœur: la croissance, la croissance, la croissance!

Et tous ces ânes, pour préserver le pré commun dans lequel ils broutent avec boulimie au détriment du plus grand nombre, de vouloir nous convaincre que l'herbe sera plus verte ensuite si on répand dessus du fumier électoral mélangé aux lisiers que sont le développement durable, la science salvatrice ou l'écocitoyenneté!

Rendons vaines ces tentatives pour redonner des couleurs au capitalisme tant sont pitoyables de tels subterfuges, séduisants sur la forme mais rigoureusement ineptes et aberrants sur le fond.

L'humanité devra faire inévitablement le choix de la décroissance.

Mais ce changement radical suppose que ce soient les individus eux-mêmes qui définissent les modalités pour la réaliser à partir du

rapport entre leurs propres besoins et les ressources de la planète en tant que système fini.

Décroître n'est possible qu'à condition de sortir de la logique suicidaire du capitalisme et briser parallèlement l'instrument qui perpétue sa domination, c'est-à-dire l'État.

La décroissance, libertaire par nature et porteuse de vie, ne saurait être jetée dans le foyer des urnes pour y être réduite en cendres!

Antoine Jimenez

Mardi 13 mars Ivry-sur-Seine (94)

Écologie politique: l'impasse électorale. Réunion publique à l'initiative du Groupe libertaire d'Ivry (Fédération anarchiste), à 20 heures au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M° Porte-d'Ivry ou Pierre-et-Marie-Curie. Ouverture des portes à 19h30, bar, petite restauration possible, entrée libre.

Copinage culturel

EN PEU DE JOURS, la librairie l'Autodidacte a reçu Jacques Pautard, qui nous a présenté son recueil de poésie *Duos d'une seule voix* – quatre saisons d'un noir marron dans le Comté de Bourgogne (20 euros) et le groupe de musique arabo-andalouse Jamra, pour leur premier album « Sur les routes de l'Orient » (13 euros).

Si Pautard nous a transmis ses interrogations, une mise à distance de nos certitudes, Jamra nous a conduit vers des horizons de fraternité, de convivialité. Les deux approches se rejoignent dans cette ouverture à l'autre, dans l'émerveillement face à la vie. Chez Pautard, la douleur est là. L'injustice aussi, la violence du racisme subi. Il signe des portraits touchants des quartiers populaires de Besançon, à la manière de Dimey, et nous incite à aller visiter d'autres sages, du côté de l'Orient, là où nous mène l'album de Jamra.

Ces deux œuvres sont disponibles à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz à Besançon (25000).

Fred

Groupe Proudhon de la Fédération anarchiste

Radio libertaire

Jeudi 8 mars

Chronique hebdo à 10 heures: Analyse libertaire de l'actualité. Pour la sortie du film *Volem rien foutre al país*, entretien avec les réalisateurs Pierre Carles, Christophe Coello et Stéphane Goxe. Un documentaire-manifeste où la critique radicale du travail conduit nécessairement à lutter contre le capitalisme et sa logique de mort.

Si vis pacem à 18 heures: Quatre ans d'occupation en Irak! Juges de paix préoccupés du sort des femmes.

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » à 19 h 30: Émission gay et lesbienne. Trop de débats, trop d'argumentations! Trop c'est trop! Et si on se laissait emporter par le bonheur d'aimer et de dire nos désirs et nos amours? Geneviève Pastre et Bruno Bisaro diront pour votre plaisir et le nôtre nos poèmes d'amour pleins d'espoir et surtout de... bonheur d'aimer. Oui, c'est possible et cela est.

Vendredi 9 mars

Place aux fous à 13 heures: PAF Musique. Éric Tessier fera, avec un invité surprise, un tour d'horizon de la nouvelle scène française, tant en ce qui concerne le rock que la musique électronique.

Samedi 10 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures: Les coulisses du commerce équitable: mensonges et vérités sur un petit business qui monte. Ce livre permet d'ouvrir les yeux à tout un chacun, et permet de se poser les bonnes questions sur le commerce équitable, et non sur le commerce « de » l'équitable, récupéré un peu vite pour des fins purement marketings et commerciales. Avec l'auteur, Christian Jacquiau.

Chronique syndicale à 11 h 30: Luites et actualités sociales. *Défense de soigner pendant les expulsions* (Flammarion), par le docteur Philippe Taugourdeau.

Deux sous de scène à 15 h 30: Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Dimanche 11 mars

Tempête sur les planches à 14 heures: Actualité du théâtre et de la danse. Où le spectateur n'est pas simple consommateur: Off limits réunit des artistes qui bousculent le rapport au spectateur et son statut. C'est rare, trop rare. Il est plus demandé aujourd'hui aux artistes de répondre aux attentes du public et de s'y adapter que de les bousculer. Carte blanche à la Communauté inavouable.

Le Mélange à 17 heures: L'émission de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Désaxés à 20 h 30: Le ciné en zone libre. L'actualité du Septième Art, par Nachi et Raki (<http://www.cine-libertaire.org>).

Lundi 12 mars

Lundi matin à 11 heures: Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Agora libertaire à 18 heures: Souvenirs de la Guerre d'Espagne, 19 juillet 1936 - 9 février 1939 Antoine Gimenez. Feuilleton radiophonique en 20 épisodes réalisé par les Giménologues, amis d'Antoine Gimenez. Diffusion des épisodes 9 et 10.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures: Magazine de la chanson vivante. Invité des Bernard: Michel Boutet (le 15 mars au Forum Léo-Ferré à Ivry).

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30: Humour et humeur noirs... La revue de presse, pardon... les OSB de la semaine, par la bande des Carmélites Pentus.

Mardi 13 mars

Le Parisien libertaire à 8 heures: Faut libérer Paris!

Des oreilles avec des trous (dedans) à 17 heures: Des fusiques molles pour fous les tous. Émission n°84: Encordés, les 4 DD préparent un programme consacré à la montagne.

Pas de quartiers... à 18 heures: Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine. On reçoit en direct Pierre et des poteaux militants du 9e Collectif de sans-papiers: Chaude la Bourse du Travail! Tous à vos galènes...

Mercredi 14 mars

Blues en liberté à 10 h 30: Émission musicale blues. Le blues acoustique, aujourd'hui.

Le manège à 14 heures: Littérature & Cinéma. L'invité littéraire: Jérôme Lambert, pour *Finn Prescott* (aux éditions de l'Olivier), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Léo 38 à 16 heures: À l'heure du goûter Reggae et autres, avec Shanti D., Papa Laurent et Papa Frédéric... Lève ton doigt en l'air, Libertaire!

Traffic à 22 h 30: Musiques urbaines et libres propos. Claudia et German Kathylaev sont venus de Yakoutie pour faire une tournée en Europe. Ils nous racontent en musique le vent dans la taïga, les chevaux, et la grue blanche. Une histoire sonore de la musique yakoute.

89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Vendredi 9 mars Bordeaux

Concert avec Easpa Measa (anarcho-punk, Irlande), organisé par Mankind à 19 heures, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet. 5 euros.

Périgueux (24)

Le groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste, le collectif libertaire Marius-Jacob et la CNT en coopération avec le Planning familial de Dordogne organisent une soirée vidéo-débat sur le publisexisme. Le documentaire *Une année de lutte* sera projeté et sera suivi d'une discussion avec les organisateurs tandis qu'une exposition dénonçant les publicités sexistes sera installée. À partir de 20h30 au café associatif Les Thétarts, 3, rue Sully. contact: fa.perigueux@no-log.org

Samedi 10 mars Rouen

« Fin de trêve hivernale », débat avec le DAL (Droit au logement), à 15 heures, à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Paris 11^e

Conférence-débat avec Guillaume Lecointre à propos des matérialistes et de leurs (malhonnêtes) détracteurs, à 16h30 à la librairie Publico, 145, rue Amelot. Les livres dont il est coauteur seront disponibles à la librairie.

Champagnole (39)

Vidéo-débat surprise (contacter le Groupe Lucio), à 14 heures. groupelucio@no-log.org. Site: juralibertaire.over-blog.com

Paris 20^e

Présentation de la campagne pour la libération des prisonniers d'Action directe. Infos, table de presse, projection du film *Retours sur mon parcours militant*. Chanson et orgue de barbarie avec Arnaud le facteur et Vana Adriensens, à 16 heures, à l'Espace Louise-Michel, 40, rue des Cascades. Métro Jourdain ou Pyrénées.

Dimanche 11 mars Marseille 1^{er}

Anar 4 heures: goûter à prix libre et projection du film *Zéro de conduite*, de Jean Vigo, proposé par le groupe

anarchiste de Marseille, à 16 heures, à Mille Babord, 61, rue Consolat.

Mardi 13 mars Ivry-sur-Seine (94)

Écologie politique: l'impasse électorale. Réunion publique à l'initiative du Groupe libertaire d'Ivry (Fédération anarchiste), à 20 heures au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M° Port-d'Ivry ou Pierre-et-Marie-Curie. Ouverture des portes à 19h30, bar, petite restauration possible, entrée libre.

Mercredi 14 mars Sarlat (24)

Débats libertaires sur le thème de l'autogestion, organisé par le Drapeau noir périgord de la Fédération anarchiste au café Lébérout, 5, rue Jean-Jacques-Rousseau. Présentation du projet Emancip.

Nancy (54)

Rencontres libertaires sur l'autogestion à la fac de lettres. 12h30: bouffe collective sur la fac de lettres. Après-midi: tables de presse libertaires. 19 heures: projection/débat sur le Bangladesh.

Paris 11^e

Projection du film documentaire *Putain d'usine*, 52 minutes, 2006, en présence du réalisateur Rémy Ricordeau (film réalisé d'après l'ouvrage *Putain d'usine* de Jean-Pierre Levaray, édité aux éditions l'Insomniaque en 2002 et réédité aux éditions Agone), à 19h45 au CICP, 21ter, rue Voltaire.

Jeudi 15 mars Merlieux (02)

Rencontre avec Nan Aurousseau, auteur de *Bleu de chauffe* ainsi que de *Paroles de bandits* et récemment *Du même auteur*, de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./fax: 03 23 80 17 09.

Vendredi 16 mars Saint-Claude (39)

Réunion publique: combattre la biométrie, avec le collectif jurassien pour le refus de prélèvement d'ADN,

au Coffre-Fort, rue de Boneville à 20h30, groupelucio@no-log.org.

Saint-Astier (24)

Bruno Daraquy interprète Gaston Couté au centre culturel La Fabrique à 21 heures, rue Amiral-Courbet. Réservation: 05 53 02 41 99 ou contact@lafabrique.info

Samedi 17 mars Bordeaux

Journée de soutien à Oaxaca: projections; débats; bouffe, à 15 heures, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Paris 19^e

Projection de *Chroniques libertaires N° 3: Le ferment du levain*, un siècle d'anarchisme à travers le journal *Le Libertaire* puis *Le Monde libertaire*... Les anarchistes par eux même. 3^e Partie: *Le Monde libertaire* aujourd'hui, les militants et leur journal, filmés sur 10 ans. Projection à 20h30, à l'Usine, 102, boulevard de la Villette, métro Colonel-Fabien (c'est une entrée d'immeuble, traverser la cour). Entrée libre. Apéro après la projection.

Lyon 2^e

Manifestation anti-nucléaire à 14 heures, place Bellecour.

Mercredi 21 mars Rennes

Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste organise, à la maison du Champ-de-Mars (métro Charles-de-Gaulle) à 20 heures, une réunion-débat sur le thème « Occupons la rue, désertons les urnes ». Différents acteurs du mouvement social expliqueront leur engagement. Cette réunion se veut une bouffée d'oxygène dans le triste tintamarre actuel de la farce électorale.

Jeudi 22 mars Paris 18^e

25 ans d'indépendance. Soirée de soutien à Radio Libertaire: 19 heures, Slam avec Caroline Carl, Nicolas Magat, Isabelle Sojfer et Yo, 20h15 concert avec Jean François Pavros, Jean-François Paux, Héléne Labarrière, Sylvain Kassap, Linda, Toups Bebey à l'Olympic Café, 20, rue Léon. Entrée à prix libre.

A L'OLYMPIC LE 22 MARS 2007

19h - SLAM

Caroline Carl
Nicolas Magat
Isabelle Sojfer
YO

20h15 - CONCERT

suivi d'une JAM/IMPRO

Jean François Pauvros *(guitare voix)*
/ Jean François Paux *(percus et voix)*

Hélène Labarrière *(contrebasse)*
/ Sylvain Kassap *(clarinette)*

Linda *(percus et voix)*
/ Touns Bebey *(saxo)*

ENTRÉE
LIBRE

OLYMPIC CAFE
www.rueleon.net

20 rue Léon
75018 Paris
01 42 52 29 93

FM-89.4

EN SOUTIEN
A RADIO LIBERTAIRE

25 ANS D'INDÉPENDANCE

<http://rl.federation-anarchiste.org>

